APPRENTIS D'AUTEUIL

PRENDRE LE PARTI DES JEUNES

24 SOLUTIONS POUR TRANSFORMER LEUR AVENIR

PRENDRE LE PARTI DES JEUNES

24 SOLUTIONS POUR TRANSFORMER LEUR AVENIR

ÉDITO

UNE VOIX FORTE SE FAIT ENTENDRE

Voilà plus de 150 ans que nous faisons route avec les plus fragiles des jeunes et des familles. À leur côté, nous avons appris que rien n'est définitivement brisé, qu'un regard peut tout changer. Nous avons appris ce que travailler avec les jeunes et les familles veut dire. Cette année, nous sommes allés encore plus loin en consacrant un temps exclusivement dédié à leur écoute. C'est l'histoire de ce livre !
Une voix forte se fait entendre.

Celle d'une jeunesse qui dit à la fois sa peur et son désespoir, mais aussi sa volonté d'engagement et de participation.

Cette voix, nous ne pouvons pas la garder pour nous. Elle nous engage à faire mieux et davantage au sein même de tous les établissements de la Fondation Apprentis d'Auteuil. Elle nous engage aussi à interpeller tous les décideurs de notre pays.
Il nous faut partager les constats, sortir des représentations stigmatisantes, des positions fatalistes.

Avec les jeunes et les familles, nous savons qu'il y a des solutions. Elles ont toutes en commun de demander une participation large de nombreux acteurs. Les silos administratifs, les barrières culturelles ou géographiques appellent des liens nouveaux, des alliances d'acteurs.

L'enjeu est immense : changer les regards, comprendre le rôle des familles, défendre l'intérêt supérieur de l'enfant, réduire les fractures sociales.

C'est à la fois si vaste que l'on peut se décourager, mais c'est si enthousiasmant quand on sait que la vie d'un enfant, l'épanouissement d'un jeune ou de toute une famille en dépend ! Ce livre est pour vous qui sentez l'attente des générations nouvelles. Cette attente peut générer de l'inquiétude voire de la peur, de la colère ou la volonté d'un réel changement. Lisez ce livre et aidez-nous à convaincre que ce monde peut changer, que chaque enfant et chaque jeune y ont leur place et que leur participation en fera **un monde plus juste et plus beau !**

Jean-Marc Sauvé, président d'Apprentis d'Auteuil
et **Nicolas Truelle,** directeur général

PRÉAMBULE

JE VOUDRAIS SEULEMENT QU'ILS M'ÉCOUTENT ET ME COMPRENNENT, JE NE VEUX PAS QU'ILS MINIMISENT LES PROBLÈMES. »

Que veulent les jeunes ?
De quoi ont-ils envie ?
Qu'est-ce qui les préoccupe ?
Qu'est-ce qui les rend heureux ?
Qu'est-ce qui les rend tristes ?
Et, quand on a un parcours plus difficile, qu'on se confronte à plus de difficultés, qu'est-ce que ça change ?

Pour répondre à ces questions, nous aurions pu réunir de grands experts de la jeunesse et nous appuyer sur les dernières études sur le sujet. Nous aurions pu écrire des recommandations, des solutions clés en main pour résoudre les problèmes auxquels la jeunesse se heurte, et espérer que ça marche.

Mais nous avons choisi de faire autrement.
Le 12 mars 2021, nous avons lancé une grande concertation destinée à écouter et recueillir la parole des jeunes et des familles. Ceux que nous accompagnons tous les jours dans nos établissements, avec qui nous avons échangé et débattu autour des thématiques qui leur tenaient à cœur. Ceux que nous ne connaissons pas et que nous sommes allés solliciter sur Internet et les réseaux sociaux, qui ont pris le temps de répondre à nos questions car c'était important pour eux de reprendre la parole. Et enfin, nous avons écouté ce qu'avaient à nous dire nos collaborateurs, bénévoles, donateurs et partenaires ainsi que des experts.

[1] Écoute menée sous forme d'un questionnaire par Apprentis d'Auteuil en partenariat avec l'UNAF, Bayard, Sport dans la Ville, Bluenove.

Nous avons choisi de demander à ces jeunes ce qu'ils voulaient, de quoi ils avaient envie, ce qui les préoccupait, ce qui les rendait heureux, ce qui les rendait tristes. Et ils ont été plus de 5 000[1] à nous répondre, à nous parler de leur famille, de l'école, de la peur du chômage, de la pauvreté, de la violence, des difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Ils ont été plus de 5 000 à nous dire qu'ils étaient prêts, prêts à agir pour vivre dans une société plus fraternelle, prêts à participer à la vie de la cité, prêts à agir et s'engager pour construire un monde meilleur.

Avec eux, grâce à eux, nous avons construit ce livre que nous portons aujourd'hui auprès des candidats à la présidentielle et aux législatives, et demain au plus près des décideurs pour qu'enfin la jeunesse s'impose comme un sujet de débat.

Depuis 155 ans maintenant, nous avons accompagné des centaines de milliers de jeunes qui rencontrent des difficultés dans leur parcours. Avec eux, chaque jour, nous construisons des solutions adaptées pour que chacun puisse trouver sa place dans la société. Pour en faire des hommes et des femmes debout.

Merci à nos collaborateurs, merci à nos donateurs, merci à nos partenaires.

Merci à Florent, Maeva, Ruben, Élisa, Nathalie, Steve et Emma.

Merci à Coumba, Lya, Théodora, Philippe, Zéphyr, Laetitia, Stefan, Binta, Clotilde, France, Alhassane, Kenan, Khalifa, Levi, Orion, Akshaya, Lalya, Rosa, Sadio, Tali, William, Gabriel, Xavier, Lina, Yani, Julia, Zakariya, Malo, Aaliyah, Clara, Agathe, Théo, Aksil, Jean, Alba , Elsa , Amadou, Alexis, Anissa, Ezra, Anouk, Lila, Anton, Arsène, Arthus, Lily, Astrid, Rafael.

Merci aux 4 945 autres.

SOMMAIRE

1 ÉCOUTEZ-NOUS, RESPECTEZ-NOUS, PROTÉGEZ-NOUS ____ P. 9

2 GARANTISSEZ NOTRE ACCÈS AUX DROITS ____ P. 25

3 SOUTENEZ NOS PARENTS ____ P. 41

4 CHANGEZ L'ÉCOLE ____ P. 57

5 AIDEZ-NOUS À TROUVER NOTRE VOIE ____ P. 73

6 NOUS SOMMES AUSSI LA SOCIÉTÉ ____ P. 89

1/
ÉCOUTEZ-NOUS, RESPECTEZ-NOUS, PROTÉGEZ-NOUS

Moment de vie

« DANS MON ANCIEN COLLÈGE, EN 4E, J'AI ÉTÉ HARCELÉ, TABASSÉ, J'AI MÊME REÇU DES MENACES DE MORT. »

Florent

Au début, Florent n'a pas compris ce qui lui arrivait. Un garçon de sa classe a commencé à l'insulter, à le taper. Les autres ont suivi. Pourquoi lui ? Il n'a jamais vraiment su. Florent serre les dents et ne dit mot chez lui de la situation. Il devient irascible avec ses frères et sœur et insolent avec ses parents. Ceux-ci remarquent son changement de comportement et aussi que ses notes ont chuté. **Il en vient à ne plus manger, refuse de quitter la maison et a des envies de suicide.** Sa mère cherche à le faire parler, en vain. Puis ses parents trouvent une lettre où il raconte ce qui se passe à l'école et son projet d'en finir. Ils préviennent immédiatement le collège et portent plainte. Florent quitte l'établissement en cours d'année scolaire ; il pense que sa vie est terminée...

Florent et les autres

Florent a pu échapper à ses harceleurs, mais combien d'ados sont persécutés à l'école ou sur les réseaux sociaux sans recevoir de l'aide ? **41 % des jeunes de 15 ans et plus se plaignent d'avoir été harcelés dans le cadre scolaire et un adolescent sur 10 dit avoir été victime de violences en ligne[1].**

L'exposition à la violence, sous ses nombreuses formes, verbales ou physiques, met en danger les jeunes. Ils ne sont pas seulement victimes des « camarades » qui les harcèlent. Les cas d'agression sexuelle, de maltraitance ou encore de prostitution de mineurs sont difficiles à chiffrer. Les enfants battus et violés ne portent pas souvent plainte. Les cas de viol sur mineurs jugés aux Assises sont dérisoires par rapport au nombre de crimes : 0,3 %[2]. Le nombre de mineurs prostitués est également difficile à évaluer, même si les associations l'estiment entre 7 000 et 10 000, un phénomène amplifié par Internet et les réseaux sociaux.

Si les violences faites aux enfants représentent la première cause d'indignation des Français[3], ils restent réticents à donner l'alerte et sont également peu informés : 62 % d'entre eux ignorent qu'il faut appeler le 119 pour signaler un cas de violence sur un enfant[4].

Les situations de violences intrafamiliales ont progressé pendant les confinements de 2020. Entre mars et avril 2020, les hospitalisations d'enfants de moins de 5 ans dues à des violences physiques ont augmenté de 50 %[5]. Les femmes payent aussi un lourd tribut à la violence, souvent sous les yeux de leurs enfants, et ne sont pas toujours écoutées quand elles le signalent.

La violence envers les enfants peut également être le fait des institutions, en raison de l'inadaptation de leurs moyens, de leurs pratiques, ou encore du manque de formation de leur personnel. Environ un jeune sur trois confié à l'Aide sociale à l'enfance évoque de façon spontanée des faits de violence, survenus lors de son placement, soit entre jeunes soit liés au fonctionnement de l'institution[5]. Ils s'expriment le plus fortement dans le huis clos des familles d'accueil. Ces configurations rendent difficiles l'expression de la souffrance et la dénonciation de la situation.

[1] Baromètre Ifop réalisé pour l'association Marion, la main tendue *et la région Île-de-France, publié le 18 mars 2021.*
[2] Treizième rapport annuel de l'ONDRP, intitulé Victimation 2016 et perceptions de la sécurité *- Résultats de l'enquête Cadre de vie et sécurité 2017.*
[3] Étude sur les Français et les violences envers les enfants, Institut Elabe, en partenariat avec l'association Enfance et Partage.
[4] Étude réalisée par une équipe scientifique du CHU de Dijon et du Centre de recherche en épidémiologie et santé des populations Paris-Saclay de l'Inserm.
[5] La Gazette des communes, 26 mars 2021, « Libérer la parole sur les violences faites aux enfants placés ».

ÉCOUTONS-LES !

Les jeunes et les parents se sentent démunis face à la violence et ses nouvelles formes qui se diffusent sur Internet. Ils expriment le sentiment d'être exposés constamment à un climat d'agressivité.

Des parents effrayés par la violence

Les familles craignent l'exposition de leurs enfants à la violence et surtout qu'ils deviennent, à leur tour, agressifs.

> J'ai peur que mes enfants soient témoins de violence et qu'ils en abusent à leur tour.
>
> J'ai peur que la maîtresse de mon fils m'appelle pour me dire qu'il s'est battu et a été frappé.

La famille n'est pas toujours un refuge

Lorsque la violence physique et verbale est présente dans le cercle familial mais également lorsque les parents sont absents, la famille est vécue comme une zone d'insécurité, de tensions et de conflits.

> Il y a des parents qui laissent leurs enfants, qui sont en maternelle, aller au parc seuls sans surveillance.
>
> Si je devais changer uniquement une chose dans mon passé, ça serait changer de famille à cause de toutes les violences que j'ai subies.

L'école, un lieu dangereux ?

L'école est souvent citée comme un lieu hostile et violent entre jeunes mais pas seulement : certains enseignants sont aussi accusés de violence psychologique pour leurs remarques blessantes ou leurs jugements dévalorisants.

> La dernière fois une prof m'a sorti : « De toute façon toi, ça se voit, t'as une tête de dealer ».

> On nous dit : « Arrête de te plaindre ». Nous, on dit « on veut plus d'écoute ».

Les jeunes expriment l'absence de prise en compte du harcèlement de la part des adultes à l'école.

> Il y a du harcèlement qui peut mener à des suicides.
>
> Avec les réseaux sociaux on voit plus de violence : bagarre, viol et discrimination.
>
> On nous sexualise et on nous infantilise.
>
> J'ai plus peur d'avoir une fille qu'un garçon, à cause de la violence.

Attention aux réseaux sociaux

Rumeurs, accusations fantaisistes, critiques et moqueries sur l'apparence physique, etc. Les réseaux sociaux et Internet ont décuplé ces phénomènes. Ils ont aussi imposé aux jeunes une image hypersexualisée et soumise de la femme ainsi qu'une banalisation de l'acte sexuel. La question du regard porté sur les femmes, le physique, l'habillement interrogent, voire inquiètent les filles et leurs parents.

Des institutions injustes ?

C'est violent l'intervention de la police pour prendre les enfants ; il y a de l'injustice dans ce qui leur arrive, l'ASE[1] intervient et ensuite rien n'est fait malgré nos paroles.

Dans les administrations il y a des panneaux pour dire de respecter les gens qui travaillent ici mais nous, on ne nous respecte pas.

Rupture avec la famille, séparation des fratries, séparation pour un placement en institution, etc., l'Aide sociale à l'enfance est perçue par beaucoup de familles comme responsable de la séparation et comme injuste. Elles se sentent discriminées par les institutions, estiment souffrir d'un manque de respect, de considération et ne leur font pas confiance.

La relation avec la police est aussi source de crispations, surtout pour les jeunes issus de l'immigration qui dénoncent l'injustice du « contrôle au faciès ».

Délits de faciès, en une semaine j'ai eu sept contrôles, on doit fermer nos gueules [...], y a plus de respect et de politesse. Faut pas s'étonner que les gens répondent par la violence.

La violence des policiers engendre de plus en plus de haine. Si tu demandes de l'aide aux policiers ou aux militaires, tu ne la trouves pas.

[1] *Aide sociale à l'enfance.*

LE REGARD D'UN EXPERT

Les conséquences des violences sexuelles

Édouard Durand, **auparavant juge des enfants au tribunal de Bobigny, coprésident de la Commission sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants, souligne le système d'impunité inacceptable des violences sexuelles.**

« Chaque année, 300 000 personnes sont victimes de violences sexuelles. Plus de la moitié est des mineurs. Or, on ne dénombre qu'environ 1 000 condamnations par an. À eux seuls, ces chiffres sont révélateurs d'un système d'impunité inacceptable. Les violences de l'intime, de la maison – car elles sont très massivement le fait de personnes de l'entourage des victimes – sont effectivement sous-évaluées. Un des freins massifs à la révélation tient au fait que les victimes ont peur de ne pas être crues. Et, quand les victimes révèlent des violences, elles disent moins que l'horreur des faits réellement subis. La société doit dire aux victimes : « Vous pouvez parler, vous serez crues, protégées et aidées. » Les violences sexuelles représentent à la fois des violences physiques – une atteinte au corps qui est de l'ordre de la torture – mais aussi des violences psychiques. Ce psychotraumatisme a aussi des conséquences sur la santé à long terme, sur l'espérance de vie des victimes. La mémoire traumatique de cet acte violent n'est jamais vraiment reléguée au passé. Les personnes qui subissent ce type de traumatisme doivent pouvoir bénéficier de soins spécialisés afin de soigner le traumatisme lui-même et pas seulement en réduire ses symptômes. »

NOUS Y CROYONS

L'exposition précoce à la violence est un problème majeur de santé publique, principale cause de mortalité précoce et de morbidité à l'âge adulte, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Nous pouvons, nous devons enrayer cette spirale de la violence qui menace le développement des enfants et endommage la société.

Aider les jeunes à se reconstruire

Apprentis d'Auteuil accueille des enfants, des jeunes et des familles qui ont été victimes de différentes formes de violence, parfois cumulées, parfois cachées. Elles ne sont jamais anodines car elles provoquent des répercussions importantes sur leur développement, leur épanouissement et handicapent leur capacité d'agir. Nous savons à quel point il est difficile d'avancer, de se construire avec la peur au ventre. C'est pourquoi la prévention de la violence est une priorité vitale pour l'avenir des enfants.
Face à la gravité et à la complexité des situations, les professionnels, qui travaillent auprès de ces jeunes et les accompagnent sur le chemin de leur difficile reconstruction, ont aussi besoin d'être formés et soutenus.

Accompagner les parents à assurer leur rôle

Parfois, jeunes et enfants doivent être durablement protégés et donc durablement séparés de leurs parents dans le cadre de la protection de l'enfance. Mais nous avons la profonde conviction que les difficultés ne sont pas insurmontables, à condition d'aider les parents, premiers éducateurs de leurs enfants, de les accompagner dans le renforcement de leur rôle parental.

Nous agissons

Des sentinelles contre le harcèlement

> **Nos 10 élèves « sentinelles » sont plus vigilants à leurs camarades et aux situations. Ils ont un œil attentif. Mais ils n'interviennent pas directement contre l'agresseur.** »

Le collège Saint-Paul en Savoie est en ordre de bataille pour lutter contre le harcèlement. S'inscrivant dans le projet Sentinelles et Référents (créé en 2010 par la Ligue française pour la santé mentale), une dizaine d'élèves « sentinelles » interviennent lors de violences entre jeunes. Ils prennent soin de la victime et incitent les témoins passifs à reconnaître la violence des agresseurs et la souffrance de la victime. Les sentinelles ne vont pas au contact de l'agresseur et préviennent un des référents adultes qui prend le relais auprès du harceleur et de la victime. Les référents peuvent être contactés grâce à une boîte aux lettres placée à l'accueil et une adresse e-mail. Des panneaux d'information ont aussi été installés et une salle dédiée aménagée. **Un projet où les jeunes sont acteurs, régulateurs et agissent ensemble pour améliorer le climat scolaire et la vie de tous.**

Un refuge et un lieu de reconstruction pour les femmes victimes de violence

> **Il faut avoir la volonté de dire stop, et prendre une décision pour pouvoir partir, on sait que ce n'est pas facile.** »

Ouverte 24 heures sur 24, la résidence Le Bercail à Chartres accueille des femmes victimes de violences intrafamiliales avec leurs enfants mais également des mères rencontrant de grandes difficultés éducatives, sociales ou financières. **Elles bénéficient immédiatement d'une prise en charge globale par une équipe pluridisciplinaire : psychologues, éducatrices, psychomotriciennes, thérapeutes, infirmières, éducatrices de jeunes enfants, etc.** Un accompagnement individuel est proposé en fonction du projet personnel de chacune. Des ateliers théâtre, chant ou encore art-thérapie, sont également organisés pour favoriser la reconstruction personnelle. Une attention est particulièrement portée aux liens mère-enfants.

NOUS AGISSONS

Un observatoire pour aiguiller la politique de prévention

> **Grâce à l'Observatoire, mes équipes ont pu mener un vaste travail pour "déconstruire" la violence dans mon établissement et créer un environnement plus sécurisant pour les jeunes et pour les professionnels. Nous sommes passés d'un acte de violence par jour à un acte de violence par semaine.** »

L'Observatoire des incidents, accidents et infractions graves mis en place en 2001 par Apprentis d'Auteuil, est un outil majeur de sa politique de prévention pour assurer la sécurité et la protection des jeunes accueillis. Lorsqu'un événement survient dans un établissement, la cellule observatoire nationale est informée, reçoit et analyse les « fiches incidents ». Elle se met en contact, apporte conseil et soutien et se rend sur place, à la demande des établissements. Cette gestion des incidents, associée à une relecture des faits, permet d'éviter leur répétition. Ce dispositif, qui fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, recense, gère et archive les incidents qui émaillent la vie des établissements. Les violences de toutes natures comptent pour 53 % des faits relevés en 2019. Les fugues, les vols, la consommation d'alcool, de stupéfiants, les dégradations de biens ou de matériels sont également répertoriés. **L'analyse des incidents permet d'ajuster les réponses éducatives, l'organisation d'un établissement et de ses lieux de vie.** Selon la gravité des faits, une cellule d'alerte se réunit au niveau régional pour accompagner les équipes dans la gestion des situations, en coopération avec toutes les autorités compétentes.

Nous y croyons

Combattre les phénomènes de harcèlement

Nous sommes témoins de la gravité des actes de violence entre enfants et adolescents qui peuvent survenir dès la fin de l'école primaire et au collège : c'est la période où le harcèlement frappe particulièrement les élèves, avec des conséquences qui peuvent être dramatiques : décrochage scolaire, perte d'estime de soi jusqu'au suicide. L'ensemble de la communauté éducative doit se mobiliser et faire preuve de vigilance pour prévenir ces situations et permettre aux victimes de sortir du silence grâce au croisement de regards pluriprofessionnels bienveillants, grâce à l'attention aux personnes et à la qualité d'écoute.

Ne tolérer aucune infraction au devoir de protection des jeunes

Comme toute institution accueillant des jeunes, nous devons rester mobilisés en permanence afin que les plus fragiles bénéficient d'un cadre de vie rassurant, bienveillant et sécurisé.
À nous de faire preuve d'une vigilance constante : nous ne tolérons aucune infraction au devoir de protection des jeunes qui nous sont confiés.

NOUS DEMANDONS

N° 1 Que les lois protégeant les enfants soient réellement appliquées

Comment ?

• En renforçant et en facilitant **le contrôle des antécédents judiciaires** de tout professionnel ou bénévole intervenant auprès de personnes mineures.

La législation doit être renforcée afin que soient vérifiés systématiquement, et le plus rapidement possible, les antécédents judiciaires des professionnels, salariés comme bénévoles, amenés à accompagner des enfants et des jeunes, quelle que soit la nature de la structure (cultuelle, sportive, etc.).

N° 2 Que les jeunes et les professionnels soient sensibilisés au cyberharcèlement

Comment ?

• En **systématisant les modules de prévention au numérique** et les enseignements d'éducation affective, relationnelle et sexuelle (EARS).

Les enfants doivent être protégés et les adultes sensibilisés aux dangers des réseaux sociaux, cyberharcèlement, images et propos à caractère sexuel notamment. Des séances d'Éducation affective relationnelle et sexuelle (EARS) pour les mineurs doivent être dispensées dans un souci de prévention et d'information. Cette discipline doit être intégrée aux formations des professionnels de l'éducation.

N° 3

Que tous les adultes ayant la charge ou la responsabilité d'enfants puissent prévenir et repérer les faits de violence

Comment ?

• En accentuant la **formation de tous les professionnels** travaillant auprès d'enfants.

L'ensemble de la communauté éducative, enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux, etc., doit être formée à la détection et au signalement des signes de violence et des phénomènes d'abus d'autorité et de pouvoir sur des enfants afin qu'ils puissent être traités. Intégrons l'acquisition de ces compétences dans les cursus de formation initiale et continue.

N° 4

Que des outils soient mis en place pour garantir la sécurité des enfants, des jeunes et des familles

Comment ?

• En rendant obligatoire **un dispositif d'identification et de traitement des incidents dans chaque établissement qui accueille des mineurs.**

Afin de lutter contre toutes les formes de violences faites aux enfants, il est indispensable de les comprendre, de les analyser, pour en diminuer les conséquences et prévenir la récidive. Des systèmes de remontées d'information, comme un observatoire de ces violences, devraient être mis en place dans tous les organismes accueillant des mineurs.

41% DES PLUS DE 15 ANS ONT ÉTÉ HARCELÉS À L'ÉCOLE

LES ATTEINTES SEXUELLES SUR MINEURS SONT DIFFICILES À CHIFFRER

FLORENT ET LES AUTRES

UN OBSERVATOIRE DES VIOLENCES

1 ADOLESCENT SUR 10 EST VICTIME DE VIOLENCE EN LIGNE

LA MALTRAITANCE PEUT AUSSI ÊTRE INSTITUTIONNELLE

62% DES FRANÇAIS NE CONNAISSENT PAS LE 119

LES VIOLENCES INTRA-FAMILIALES NE CONNAISSENT AUCUN RÉPIT

UN REFUGE POUR LES FEMMES VICTIMES

AIDER LES JEUNES À SE RECONSTRUIRE

COMBATTRE LE HARCÈLEMENT

AIDER LES PARENTS

L'APPLICATION SYSTÉMATIQUE DES LOIS PROTÉGEANT LES ENFANTS

PROTÉGER LES ENFANTS INCONDITIONNELLEMENT

UNE ANALYSE SYSTÉMATIQUE DES VIOLENCES POUR TROUVER DES RÉPONSES ADAPTÉES

ÉCOUTEZ-NOUS, RESPECTEZ-NOUS, PROTÉGEZ-NOUS

DES ÉLÈVES POUR DÉTECTER LE HARCÈLEMENT

DES MODULES DE PRÉVENTION AU NUMÉRIQUE

LA FORMATION DES ADULTES À REPÉRER LES FAITS DE VIOLENCE

christophe beau | obliquecoaching@yahoo.com

EN RÉSUMÉ

Oui, beaucoup d'enfants sont victimes de violences : harcèlement scolaire, cyber-harcèlement, maltraitance.

Oui, c'est à nous de les protéger.

NOUS DEMANDONS

L'application des lois qui existent pour protéger les enfants.

La surveillance systématique des violences pour les empêcher.

La formation des professeurs et des éducateurs pour détecter le harcèlement et tous les abus.

Une sensibilisation des élèves dès le plus jeune âge.

MOMENT DE VIE (SUITE)

Florent et ses parents visitent plusieurs lycées et l'adolescent est agréablement surpris lorsqu'il découvre le parc du lycée Sainte-Jeanne-d'Arc d'Apprentis d'Auteuil à Loches. Il est étonné quand le directeur, plutôt que d'examiner ses bulletins scolaires, lui demande ce qu'il veut faire de sa vie. Lors des premiers jours de la rentrée, l'adolescent reste méfiant, garde encore la peur au ventre. Tout le monde vient vers lui et il commence à se sentir à l'aise, à aller aussi vers les autres. Après 15 jours, Florent est déjà dans le bain et ses résultats se sont améliorés dès la première année. ■

2/ GARANTISSEZ NOTRE ACCÈS AUX DROITS

MOMENT DE VIE

« UNE FOIS EN DEHORS DU FOYER, SANS LOGEMENT, JE N'ARRIVAIS PLUS À SUIVRE AU LYCÉE. JE PENSAIS À UNE SEULE CHOSE : COMMENT J'ALLAIS MANGER ET DORMIR ? »

Anthony

Scolarisé dans un lycée agricole en terminale où il préparait son bac pro, Anthony vivait dans un foyer de l'Aide sociale à l'enfance. À 18 ans, sa prise en charge prend fin : il doit partir. Anthony ne peut compter sur aucun soutien familial : il ne sait pas où aller, où se loger. Parfois, il a la chance d'être hébergé chez des amis. Parfois, il se retrouve à la rue. Au lycée, c'est le coup de mou. Ses notes baissent car le jeune homme, incapable de se concentrer en classe, pense avant tout à sa survie.

Anthony et les autres

Courir en permanence après des solutions pour se nourrir, se loger, se soigner, consume toute l'énergie. La question de la précarité et de l'isolement social touche de nombreux jeunes et un grand nombre de familles, particulièrement les familles monoparentales.

La précarité plonge ceux qui la connaissent dans un cercle vicieux aux multiples ramifications : une santé mentale fragilisée, une mauvaise condition physique, une dégradation de l'estime de soi. La crise de la Covid-19 n'a fait qu'exacerber ces difficultés, les rendant encore plus visibles.

En France les victimes collatérales de cette précarité se comptent en millions. Trois millions d'enfants sont pauvres, soit un sur cinq[1], c'est un scandale absolu. Et, si rien ne change, le schéma va se reproduire à loisir : il faut six générations dans notre pays pour sortir de la pauvreté et accéder au revenu moyen (*versus* cinq dans la plupart des pays de l'OCDE[2]). Ainsi, le couperet tombe net : à l'école, pour un enfant en mauvaise santé, porteur de trouble et grandissant dans une famille précaire, le risque de décrocher plus tôt, plus vite et de façon quasiment irréversible est surmultiplié.

Et pourtant, malgré ces constats alarmants, l'accès aux soins et la possibilité de prise en compte des troubles divers sont difficiles pour ces familles précaires : avance des frais, temps d'attente pour un rendez-vous, isolement géographique, absence de structures, autant de causes qui les éloignent d'une prise en charge rapide et de qualité.

La santé mentale des enfants n'est pas une priorité des politiques publiques en France alors qu'ils sont 50 % à se dire inquiets à ce sujet[3]. La situation est particulièrement difficile pour ceux qui sont suivis par la protection de l'enfance : 32 %[4] d'entre eux souffriraient de troubles psychiques et faute de moyens, de structures et de professionnels, ils ne reçoivent pas les soins nécessaires. Dans certaines régions, il faut parfois attendre 18 mois pour obtenir un rendez-vous avec un pédopsychiatre. De plus, pour les jeunes porteurs de handicap en protection de l'enfance, il n'existe aujourd'hui aucune politique d'accompagnement.

Pour les mineurs non accompagnés (MNA), la situation s'avère plus difficile encore : souvent victimes de traumatismes en raison de leur histoire et de leur parcours migratoire, ils ont besoin d'une prise en charge de leur santé physique et mentale. Prise en charge qui s'arrête quand ils perdent leur statut d'enfant protégé. Les conséquences de ces ruptures de soins peuvent être catastrophiques.

[1] INSEE 2018 - définie par la proportion d'enfants qui vivent dans une famille dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté.

[2] Rapport de l'OCDE de juin 2018.

[3] Rapport de la commission d'enquête parlementaire pour mesurer et prévenir les effets de la crise de la Covid-19 sur les enfants et les adolescents. Décembre 2020.

[4] Ministère des Solidarité et de la Santé - Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020-2022.

ÉCOUTONS-LES !

Les jeunes et les familles estiment qu'ils sont discriminés car pauvres. Autre sujet important à leurs yeux : la santé.

Une mise en danger des enfants

Les parents estiment que la pauvreté met en danger la santé de leurs enfants.

La Covid-19 et les confinements ont eu des conséquences importantes : 18 % des jeunes interrogés témoignent de phénomènes de fatigue et de stress[1].

> La précarité est une violence car des enfants n'ont rien demandé et ils sont en mauvaise santé.
>
> Personnellement, je ferais plus attention aux personnes démunies car leur santé n'est pas prise en compte.

> Il y a beaucoup de suicides, des difficultés physiques et morales. Les adultes ne réagissent pas.

Les addictions, une angoisse de plus

> J'étais déscolarisé, je fumais des pétards, je me foutais de tout, je ne voyais pas l'avenir. Je vivais au jour le jour, d'un côté c'est bien de ne pas avoir à penser à l'avenir !

La question des addictions, un problème de santé récurrent, angoisse fortement les parents. Les jeunes sont aussi conscients du danger, particulièrement aigu parmi ceux qui sont suivis par la protection de l'enfance.

[1] Écoute menée sous forme d'un questionnaire par Apprentis d'Auteuil en partenariat avec l'UNAF, Bayard, Sport dans la Ville, Bluenove.

Priorité à la survie

Les parents ou le parent isolé, la mère en général, dépensent une grande partie de leur énergie pour la survie de la famille, souffrant d'un stress permanent lié à la difficulté à trouver un emploi stable, un logement décent et à la crainte de l'expulsion. Aux difficultés quotidiennes s'ajoute la stigmatisation quand les parents sont soupçonnés d'être incapables de gérer leur budget ou de faire des achats non essentiels.

C'est la survie au jour le jour avec une épée de Damoclès sur la tête.

Il y a trop de misère dans les familles.

Un découragement face aux démarches de plus en plus compliquées

L'accès aux droits, aux informations, la complexité des démarches peuvent décourager les personnes les plus précaires, celles qui ont le plus besoin d'aide. Une situation aggravée par la dématérialisation des guichets. Les jeunes et les familles s'estiment incapables d'effectuer seuls leurs démarches et se sentent oubliés, comme s'ils étaient devenus invisibles.

L'État ne donne pas d'information sur les droits. C'est à nous de partir vers l'État pour savoir ce à quoi on a droit.

Il y a des efforts à faire en plus par rapport à d'autres personnes pour obtenir ses droits.

Ras le bol de devoir expliquer 15 000 fois notre situation, notre parcours.

LE REGARD D'UN EXPERT

Un bébé est facile mais facile

Boris Cyrulnik, pédo-psychiatre et président de la Commission des 1 000 premiers jours, souligne l'importance vitale des 1 000 premiers jours de l'enfant pour son développement.

« Depuis la découverte de la neuro-imagerie, on sait que le bébé est une petite personne en construction constante, et qu'il comprend beaucoup plus de choses qu'on ne le pensait.On sait aussi que son développement psychologique et affectif commence dès la naissance, et même avant. Les 1 000 premiers jours de l'enfant sont un moment crucial dans le développement de son système nerveux. Le façonnement de l'enfant commence beaucoup plus tôt, avant même sa conception ! Si une jeune femme de 14 ans, qui n'a pas de métier, pas de famille et qui prend des substances, rencontre un jeune homme de 16-17 ans mal socialisé et addict à la cocaïne, on peut prédire que l'enfant qu'ils vont mettre au monde se développera

À BLESSER, À RATTRAPER

mal. À l'inverse, si les parents s'entendent, sont insérés socialement, l'enfant devrait connaître un bon développement. L'isolement de la mère, la précarité sociale ou la violence conjugale affectent fortement la niche sensorielle de l'enfant. Une mère isolée a plus de probabilité de faire une dépression avant et après l'accouchement. Des parents stressés et noyés dans leurs difficultés ne pourront pas sécuriser leur tout-petit. La violence conjugale, qui touche 10 % des couples, fait aussi des ravages. Le bébé est terrorisé, choqué, son cerveau est comme "sidéré". Ces enfants connaissent des difficultés de développement neurologique, psychologique et affectif. Mais tout n'est pas joué au bout de ces 1 000 jours : un bébé est facile à blesser, mais facile à rattraper. »

Parmi les garçons nés dans les années 2010, l'espérance de vie des

5 %

les plus pauvres est de 72 ans, contre 85 ans pour les

5 %

les plus aisés.

(Rapport Unicef 2018).

Nous y croyons

Tous les jours dans nos établissements, surtout autour des quartiers défavorisés où se concentre la pauvreté, nous constatons les conséquences de la précarité sur l'éducation des enfants. Mal logé, mal nourri, mal soigné, comment un jeune peut-il avoir toutes ses chances et avoir sa pleine capacité d'agir ? Pourtant, il a des droits, mais ils ne sont pas toujours accessibles.

Refuser la fatalité et les déterminismes

Nous avons compris depuis longtemps que la pauvreté et la précarité peuvent être à la fois la cause et la conséquence des phénomènes de violence, de mauvaise santé, d'addiction, de conflits familiaux, etc. Nous refusons la fatalité et nous nous dressons contre le déterminisme. Pour les aider à s'en sortir, il est crucial de construire avec les personnes précaires ou en situation de pauvreté une relation de qualité et de changer notre regard sur elles.

Encourager le pouvoir d'agir

Nous sommes convaincus que chacun, enfant ou parent, porte en lui des ressources et des connaissances et ce, quelles que soient ses fragilités et ses difficultés. Dans nos établissements, nous encourageons les personnes accueillies à retrouver le pouvoir d'agir sur leur propre vie en les incitant à prendre des initiatives et en les associant de manière active aux décisions du quotidien comme aux choix d'avenir qui les concernent.

Nous agissons

Une équipe mobile contre la souffrance psychique

> **Il nous faut penser en permanence à l'enfant, à la cohérence de son parcours, multiplier les éclairages et les partager entre tous les professionnels qui œuvrent autour de lui.**

Nombre de jeunes suivis par la protection de l'enfance sont en souffrance psychique. Dans l'Oise, l'équipe mobile ressource (EMR) intervient lorsque l'un d'entre eux manifeste des symptômes inquiétants ou multiplie les appels au secours. Composée d'une infirmière et d'une éducatrice spécialisée, **elle a été créée pour venir en renfort des professionnels confrontés à des situations complexes pour lesquelles ils n'ont pas de solution.** L'EMR analyse la situation et leur propose des réponses adaptées. Les jeunes concernés ont eu en général un parcours difficile : la complexité de leur situation, associée à des résistances et à des comportements pathologiques, peut déconcerter les équipes éducatives. Par exemple, durant le premier confinement, un jeune mineur non accompagné a souffert de fortes crises d'angoisse alors que sa situation scolaire et administrative ne posait aucun problème. Une prise en charge psychothérapeutique lui a permis de travailler sur la gestion de ses émotions. L'Oise compte deux équipes mobiles qui se complètent, celle d'Apprentis d'Auteuil pour tous les établissements de la protection de l'enfance du département, et celle de l'association La Nouvelle Forge dans le domaine du handicap.

32 %

des enfants relevant de l'Aide sociale à l'enfance souffriraient de troubles psychiatriques, contre 2,6 % de la population générale.

(Ministère des Solidarités et de la Santé, *Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance, 2020-2022.)*

NOUS AGISSONS

Une résidence sociale pour ceux qui ont eu des accidents de vie

> **Il y a plein de jeunes talentueux, qui ont des projets, et sont pourtant à la rue. Quand je suis arrivé ici, je n'y croyais pas. Cela ne me semblait pas réel qu'il puisse y avoir un endroit comme celui-là pour moi.** »

Pour la résidence sociale à orientation éducative de Toulon, le logement est une des clés de l'insertion et de l'apaisement pour les jeunes sortants de protection de l'enfance qui ont traversé de graves difficultés. En intégrant la résidence, ils deviennent locataires, paient leur loyer et une participation symbolique pour l'électricité, Internet, la buanderie. Ainsi, ils vivent dans un principe de réalité, ils sont « normaux » comme ils disent souvent. L'équipe pluridisciplinaire travaille avec chacun sur **son orientation, l'emploi, la santé, les démarches du quotidien, la culture, les loisirs.** Les jeunes participent également en groupe à des ateliers de cuisine, de préparation d'entretiens d'embauche, etc.

Bien-être pour tous !

> **Cet atelier m'apporte beaucoup. Ça relaxe. J'apprends à prendre soin de moi et à faire moi-même des masques pour nettoyer le visage. Après, on a une belle peau douce.** »

Massages, conseils d'hygiène et recettes de cosmétiques, etc. autant d'approches bien-être dispensées avec douceur par une socio-esthéticienne aux adolescents et aux adolescentes fragilisés de l'accueil de jour de la Maison d'enfants Saint-Joseph près de Bordeaux. Financés par la fondation Sanofi Espoir, ces ateliers bien-être sont **conçus pour aider des jeunes qui souffrent d'une mésestime d'eux-mêmes et ne savent pas prendre soin d'eux.** Le bénéfice est visible très rapidement : une confiance en soi retrouvée, des sourires et une parole plus facile.

NOUS Y CROYONS

Ensemble, combattre la précarité

Des situations familiales difficiles causées par la précarité peuvent être résolues par un accompagnement conjoint de la famille, quand c'est possible, des pouvoirs publics et du secteur associatif. C'est pour cela que nous n'agissons pas seuls mais aux côtés d'autres acteurs associatifs, comme ATD Quart-Monde et le Secours catholique. De plus, notre action est intimement liée à l'action publique : partout où cette dernière est forte et déterminée, nous observons des résultats dans la lutte contre la précarité.

Rappeler que la santé est clé pour le développement d'une personne

La pauvreté ne se limite pas aux questions matérielles et a des répercussions sur l'état physique et psychique. Nous pouvons témoigner des conséquences des addictions qui provoquent parfois le décrochage scolaire et de nombreux troubles. Il est plus que temps de prendre en compte la souffrance psychique des jeunes et de faire de leur santé une priorité. Elle doit être suivie en continu afin de faciliter le soin et l'accompagnement quand il s'avère nécessaire. Car la santé est aussi un enjeu de l'accompagnement éducatif.

NOUS DEMANDONS

N°5 Que l'on fasse une priorité de l'apprentissage du corps, des émotions et de leur verbalisation dès le plus jeune âge

Comment ?

• En développant la **socialisation des enfants,** dès le plus jeune âge.

Mettre des mots sur ce que l'on ressent, c'est un premier pas pour entrer en relation avec les autres. Plus tôt le bébé s'exprimera, plus tôt on préviendra les troubles du langage et du comportement et donc les faits de violence. Tous les lieux accueillant des petits doivent ainsi proposer des actions d'apprentissage du langage et du corps.

N°6 Que les familles et les jeunes qui en ont besoin aient accès à un logement

Comment ?

• En misant sur les **solutions de logement adapté**.

Trouver un logement reste une véritable galère même si de nombreux dispositifs existent. Quand on ne sait pas où dormir, comment peut-on se former, travailler ? Les foyers de jeunes travailleurs ou les résidences sociales jouent depuis longtemps un rôle de stabilisateur car les jeunes y trouvent également un accompagnement pour leur insertion. Il faut développer ces solutions de logement adapté pour permettre à chacun de partir du bon pied.

N°7 Que soient améliorées les connaissances sur la précarité des enfants et des jeunes

Comment ?

• En créant **des observatoires locaux de la précarité** et en allant vers les personnes dans le besoin.

Pour concevoir des réponses adaptées, il faut connaître et comprendre les difficultés des enfants, des jeunes et de leur famille dans chaque territoire. Si le Revenu de solidarité active (RSA) fait, à défaut, thermomètre de la pauvreté, il ne concerne pas les moins de 25 ans et ne suffit pas à expliquer les difficultés d'un territoire. La création d'observatoires locaux de la précarité permettrait de les comprendre et de partager ces données entre pouvoirs publics et acteurs associatifs.
De plus, ces jeunes ont besoin de soutien pour entreprendre les démarches nécessaires à leur vie quotidienne. Il faut aller vers eux pour les informer, les inciter à bénéficier de tous leurs droits. Cette approche permet aussi de mieux comprendre les enchaînements menant à la précarité et les difficultés à s'en sortir.

N°8 Qu'une politique de santé volontariste soit définie pour les mineurs, notamment les plus vulnérables

Comment ?

• En renforçant les passerelles **entre la protection de l'enfance et le secteur médical.**

Des collaborations fortes et systématiques entre l'Agence régionale de santé (ARS) et l'Aide sociale à l'enfance (ASE) doivent être mises en place sur tout le territoire. Il est indispensable de redéfinir l'offre de soins en pédopsychiatrie et d'améliorer la prise en compte des besoins des enfants en situation de handicap accueillis par milliers dans le cadre de la protection de l'enfance. Pour les mineurs non accompagnés (MNA), la détection des troubles psychologiques et psychiatriques doit être systématisée par un examen médical complet, au moment de leur prise en charge.

1 ENFANT SUR 5 VIT EN SITUATION DE PAUVRETÉ

32% DES MINEURS EN PROTECTION DE L'ENFANCE SOUFFRIRAIENT DE TROUBLES PSYCHIQUES

ANTHONY ET LES AUTRES

DES ATELIERS DE BIEN-ÊTRE POUR TOUS

LA PAUVRETÉ ENGENDRE DE GRAVES PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE ET PHYSIQUE

6 GÉNÉRATIONS SONT NÉCESSAIRES POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ EN FRANCE

DES RÉSIDENCES SOCIALES POUR SE RECONSTRUIRE

REFUSER LA FATALITÉ ET LES DÉTERMINISMES

NOUS Y CROYONS

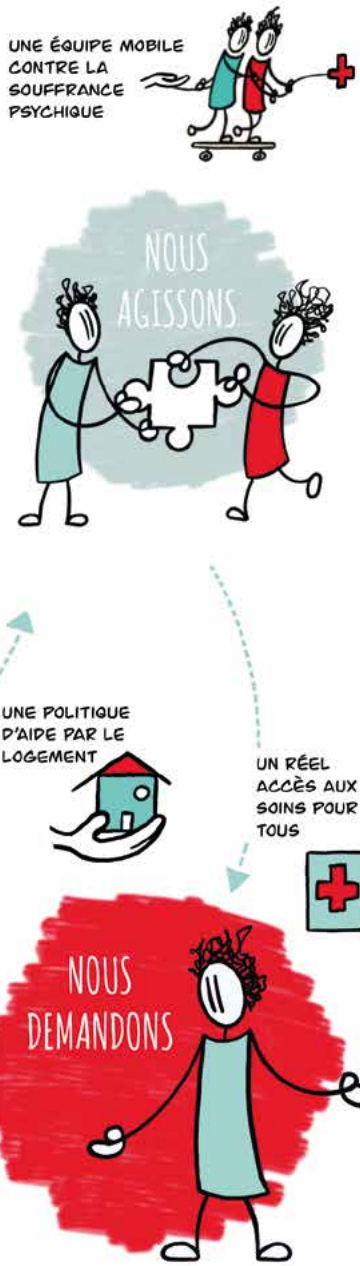
FAIRE DE LA SANTÉ DES ENFANTS UNE PRIORITÉ

UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DE LA PRÉCARITÉ

COMBATTRE COLLECTIVEMENT LA PRÉCARITÉ

UNE PRISE EN COMPTE DU BIEN-ÊTRE ET DES ÉMOTIONS

GARANTISSEZ NOTRE ACCÈS AUX DROITS



EN RÉSUMÉ

Oui, quand on est pauvre, tout est plus compliqué.

Oui, c'est plus difficile de se soigner, d'aller à l'école et de faire des études.

Oui, on a souvent l'impression qu'on ne s'en sortira jamais.

Non, ce n'est pas une fatalité.

NOUS DEMANDONS

Une meilleure connaissance de la précarité des enfants, des jeunes et des familles pour trouver des solutions.

Des logements pour ceux qui en ont besoin.

Un accès aux soins garanti pour tous et particulièrement pour les plus fragiles.

MOMENT DE VIE (SUITE)

Grâce à une assistante sociale, Anthony a été orienté vers la résidence sociale à orientation éducative d'Apprentis d'Auteuil à Toulon. Il a été accepté une semaine après sa première rencontre avec l'équipe éducative et son errance a pris fin. Ici, le jeune homme a pu enfin se consacrer entièrement à ses études. Ses notes sont remontées en flèche et il a décroché son bac ! Il poursuit son cursus, s'est inscrit au brevet agricole des aménagements paysagers dans un centre de formation d'apprentis, tout en vivant dans la résidence. Aujourd'hui, il pense à l'avenir et a envie de créer une société d'élagage. ■

3/ SOUTENEZ NOS PARENTS

MOMENT DE VIE

« LES GENS PENSENT QUE LES PERSONNES AU RSA NE FONT RIEN DE LEURS JOURNÉES. ILS IGNORENT QUE C'EST UN COMBAT DE TOUS LES JOURS POUR S'EN SORTIR. »

Maeva

Maeva élève seule ses deux enfants, un garçon et une fille, et sa vie est une lutte permanente. Elle a quitté le père de son fils, un homme violent, puis son nouveau compagnon, qui avait déposé un chèque volé sur son compte. Elle a connu un répit de courte durée en se réfugiant chez sa mère, mais n'a pu y rester. Maeva risquait de perdre la garde de ses enfants. L'assistante sociale lui a conseillé de rejoindre un centre mère-enfants. La jeune femme a intégré un foyer, puis un appartement relais. Ses fins de mois sont compliquées : elle subsiste avec le RSA et doit se rendre aux Restos du cœur une fois par semaine.

Maeva et les autres

Assurer son rôle de parent, c'est un défi pour tous qui peut vite devenir une course d'obstacles pour ceux qui, comme Maeva, sont confrontés à des difficultés multiples. 62 % des familles estiment qu'il est difficile d'élever leur enfant.[1]

Sans compter qu'être un parent seul ajoute une difficulté supplémentaire : parmi les 14,6 %[2] de personnes en France en situation de pauvreté, les familles monoparentales sont surreprésentées. Dans leur très grande majorité, ce sont des mères seules qui font l'impossible pour élever leurs enfants. Mais comment joindre les deux bouts, avec un seul salaire et un travail souvent précaire ?

Des solutions existent mais elles ne sont pas assez développées. Par exemple, la pénurie des places de crèches pénalise les mères isolées au premier chef[3]. Et si 15 % des parents déclarent avoir déjà fréquenté une structure proposant un accueil, de l'écoute ou des informations pour les parents[3], 47 % regrettent le manque de dispositifs pour les accompagner et les soutenir[1].

[1] Être parent aujourd'hui - Enquête BVA - Apprentis d'Auteuil, 2019.
[2] Insee, novembre 2021.
[3] Enquête sur la parentalité menée par la Caisse nationale des Allocations familiales (CNAF), 2016.

ÉCOUTONS-LES !

Et pourtant, les enfants et les parents le disent, la famille est un élément central dans leur vie, même quand les situations sont compliquées.

Ma famille, j'en suis fier

Les jeunes décrivent un fort attachement à leur famille, qui est leur première source de fierté, avant leurs amis ou leurs passions, et un point d'appui irremplaçable, *a fortiori* lorsqu'elle est unie.

> **La famille, c'est ce qu'il y a de plus important pour moi car chacun a besoin de repères, d'une zone de réconfort. Une famille donne envie d'être un modèle, de nous construire, d'être quelqu'un de bien.**

J'aurais aimé une famille unie et sans conflit

Ressource vitale, la famille déçoit et blesse lorsqu'elle devient une source de difficultés, en particulier dans les cas de violence familiale ou conjugale.

> **Je n'aime pas les gens qui frappent leur femme. C'est en rapport avec mon histoire parce que mon père frappait ma mère.**

Comment « faire famille » quand il y a violence

La question des violences intrafamiliales et conjugales, qui se sont accrues durant la crise sanitaire, est une préoccupation majeure tant chez les jeunes que chez les femmes. Celles-ci, lorsqu'elles sont victimes de violence, demandent une reconnaissance de leur situation, de leur statut et une protection pour elles-mêmes et leurs enfants. La difficulté à se faire entendre renforce leur souffrance. Ces femmes se montrent d'autant plus sensibles à la nécessité d'éduquer les enfants dès leur plus jeune âge au respect dans la relation hommes-femmes.

Il faut éduquer les enfants dès le plus jeune âge au respect, aux relations hommes-femmes, au consentement.

Internet est un outil, ils en ont besoin à l'école, mais pas les réseaux.

Il faut éduquer les parents et éviter la facilité de donner des téléphones trop tôt.

Des parents inquiets

Pour leur part, les parents ne cachent pas leur anxiété : sont-ils à la hauteur de leur rôle d'éducateurs ? Ils s'inquiètent par exemple du manque de communication avec leurs enfants, dont les yeux sont fixés en permanence sur leurs écrans. Il est bien difficile de limiter la télévision ou le smartphone, surtout lorsqu'on est une mère isolée qui travaille.

Non à l'injustice

Nombre de familles, en particulier les monoparentales, mènent un combat sans relâche pour faire face à une situation financière et sociale inextricable. À cette insécurité s'ajoute le sentiment, parfois bien réel, que la société, mais aussi l'État, porte sur elles un regard négatif. Elles se sentent disqualifiées et s'estiment injustement traitées.

Si t'es pas riche, tu comprends rien. Moi, dans ma petite situation, je pourrais finir dehors, alors que dans les paradis fiscaux, y a plein d'argentés.

La pandémie de la Covid-19 aura amplifié les difficultés des familles vivant dans la précarité, confinées dans des logements trop exigus, privées de tout environnement extérieur, de bouffées d'air, sans plus d'accès aux cantines scolaires et aux restaurants solidaires, et subissant en plus une exclusion numérique faute d'équipements informatiques et parfois d'initiation à leur usage.

LE REGARD D'UNE EXPERTE

Où sont les pères ?

Claire Brisset,
défenseure des droits de l'enfant de 2000 à 2006, journaliste, **attire l'attention sur les modifications de la configuration familiale qui tend à une disqualification des parents et de leur rôle.**

« Aujourd'hui, dans les cultures occidentales, la famille nucléaire classique a de plus en plus de mal à s'imposer comme la structure de base de la société. D'ailleurs, la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989, dans son préambule, indique que "la famille est l'unité fondamentale de la société" mais ne définit pas sa configuration, étant donné que les structures familiales sont extrêmement variées d'une culture à une autre. La famille élargie reste un modèle dominant pour une partie très importante de l'humanité.
Pour ce qui est des cultures occidentales, où la famille nucléaire est le modèle dominant, il est bien certain qu'elle est très fortement bousculée par l'importance croissante, pour les enfants et les adolescents, des groupes de pairs, influence démultipliée par les moyens de communication tels que les réseaux sociaux. Ceux-ci instituent de nouvelles formes d'échanges, très addictives, d'où les adultes, en particulier les parents, sont exclus. S'ajoute à cela un effacement des pères pour des raisons variées, soit parce qu'ils sont absorbés (ou se laissent absorber) par leurs tâches extérieures, soit parce qu'ils se déchargent de leurs missions éducatives (sur les mères, sur l'école, etc.), soit encore parce qu'ils ont disparu de la cellule familiale (explosion de la monoparentalité, etc.). »

Nous y croyons

Notre priorité, c'est d'aider les parents dans leur mission éducative afin que les enfants bénéficient du meilleur environnement possible et de prévenir, autant que faire se peut, les ruptures familiales, voire l'angoissante perspective du placement. Cela peut paraître une évidence, mais c'est à dire et à redire : les premiers éducateurs des enfants sont, dans la plupart des cas, leurs parents.

Épauler les familles au plus tôt

Si les parents sont vulnérables, s'ils connaissent des défaillances, très souvent en raison de leur situation financière et sociale difficile, ils aiment leurs enfants et sont « capables » de les éduquer et de les protéger. Mais ils ont parfois besoin d'un coup de pouce. Ainsi, épauler au plus tôt les parents concourt à prévenir des difficultés profondes et durables et donc permet aux enfants de se construire et de grandir sereinement.

Ne jamais discréditer les parents !

Même en cas de situation compliquée, même en cas de placement, notre travail de terrain nous a prouvé qu'il est possible, dans certaines conditions, d'aider les parents à maintenir ou restaurer la qualité de leurs liens avec leurs enfants et d'exercer leurs responsabilités éducatives. Ne discréditons jamais les parents. Loin de nous voiler la face, nous savons que les interventions de la protection de l'enfance sont indispensables dans certaines situations et que la séparation est parfois inévitable. Dans d'autres cas, il s'agit en réalité de parents dépassés, démunis face à leurs responsabilités éducatives, submergés par leurs difficultés sociales, mais pas de façon irrémédiable.

Nous agissons

Une deuxième maison, celle des familles

> **C'est comme notre deuxième maison. Nous pouvons y rencontrer d'autres familles et notre fils, Albjon, jouer avec des enfants. La Maison des familles est en lien avec l'école et la maîtresse de notre fils.** »

Les familles y poussent la porte en journée, sans rendez-vous, assurées de trouver écoute et convivialité. Car chaque Maison des familles est un lieu ouvert, dédié au partage et à l'entraide, à la transmission de chaleur humaine. **Elle permet aux parents de rompre leur isolement, de rencontrer d'autres familles, de faire des activités ensemble.** Elle permet aussi d'évoquer tous les sujets de la vie de famille : l'éducation des enfants, la place des papas, la solitude, la conjugalité, etc. Les parents reprennent ainsi confiance dans leurs propres qualités et compétences, épaulés par des professionnels si besoin. Une quinzaine de Maisons des familles a essaimé sur le territoire depuis 2016, accueillant parents, enfants mais aussi tout membre de la famille qui assure une responsabilité éducative. Le modèle est collectivement porté avec le Secours catholique et d'autres associations.

Des crèches où l'on aide les parents

> **Quand je dépose mon fils le matin, je demande un conseil sur telle ou telle chose que je n'arrive pas à faire. Et si je n'avais pas la crèche, je ne sais pas si je pourrais chercher du travail comme je le fais en ce moment.** »

Soixante-dix familles, dont une vingtaine en grande difficulté, sont inscrites à la crèche Balthazar à Strasbourg, un des 15 établissements d'Auteuil Petite Enfance. Les heures d'ouverture, de 5 h 30 à 22 heures, sont compatibles avec les horaires décalés de certains parents. Pour réassurer les familles dans leur rôle éducatif, des ateliers thématiques ou de dialogue sur les pratiques éducatives sont organisés. **En parallèle, en partenariat avec Pôle Emploi, la crèche qui bénéficie du label AVIP (À vocation d'insertion professionnelle) épaule plusieurs parents dans leur recherche d'emploi.**

NOUS AGISSONS

L'Oasis fortifie la parentalité

« Seule à élever mes deux filles de 5 et 7 ans, je me suis trouvée en difficulté, avec le besoin de me reconnecter avec elles. C'est l'école qui m'a orientée vers le SAJ où j'ai trouvé une écoute, des conseils et des outils pour travailler en tant que mère ma relation avec mes enfants. »

Trente-cinq familles, à raison de 5 par demi-journée, se retrouvent chaque semaine à l'Oasis Charles de Foucauld à Sevran, un des quatre Services d'accueil de jour (SAJ) de Seine-Saint-Denis. Parents et enfants y rencontrent d'autres familles et échangent avec une équipe pluridisciplinaire autour de multiples activités ludiques et éducatives : ateliers bien-être, repas, moments festifs, entretiens individuels ou familiaux. Des séjours en famille sont également au programme. **Cet espace de dialogue et de non-jugement est un outil de prévention et de protection de l'enfance** qui fortifie le rôle des parents, les soutient face aux difficultés rencontrées.

Parmi les parents isolés,

62 %

considèrent qu'ils auraient besoin d'être davantage aidés.

(Étude de la DRESS, avril 2021)

Nous y croyons

Reconnaître les droits des familles en protection de l'enfance

Il est temps de construire une politique de protection de l'enfance en partant des besoins des enfants et des familles et non à partir des dispositifs existants, sans rien céder aux droits et à l'intérêt de l'enfant. Une politique qui reconnaisse pleinement et de manière effective les droits des familles dont les enfants sont suivis au titre de l'Aide sociale à l'enfance. Notre responsabilité, celle de tous les acteurs de la protection de l'enfance, est d'aider les parents en les associant autant qu'il est possible aux décisions, y compris judiciaires, afin qu'elles soient porteuses de sens pour eux. Des parents qui seront ainsi en mesure de se mobiliser pour le retour de leurs enfants à la maison, lorsqu'ils ont fait l'objet d'un placement.

Notre fil rouge : l'accueil des familles dans nos établissements (bien entendu dans le cadre autorisé par la loi et les décisions de justice). Car, si elles sont soutenues avec bienveillance, elles réussissent à mobiliser les ressources nécessaires à l'épanouissement de leurs enfants, à manifester leur attachement et à agir en responsabilité.

NOUS DEMANDONS

N°9

Que la politique de soutien à la parentalité englobe l'ensemble du parcours de l'enfant, de sa petite enfance à son adolescence

Comment ?

• En créant sur tout le territoire des **lieux d'échanges** avec et entre les familles et en pérennisant leurs financements.

La création de lien social autour des familles est aujourd'hui fondamentale. Il faut partout multiplier les lieux d'écoute mutuelle, de solidarité et de construction de liens sociaux durables en privilégiant leur installation au plus près des populations précarisées, en particulier dans les zones les plus isolées et les quartiers prioritaires. Ces espaces favorisent les échanges, la reconnaissance entre pairs, permettent de souffler un peu et de repartir mieux armé en tant que parent.
Et pour ceux qui ne peuvent pas s'y rendre, créons des unités mobiles qui iront vers eux.

N°10 Que les crèches deviennent des lieux d'accueil pour les enfants... et les parents

Comment ?

• En les concevant comme des **espaces d'accueil et d'insertion.**

Le lieu d'accueil des tout-petits doit devenir aussi un espace d'aide à l'insertion professionnelle des parents. Il faut donc pouvoir y déposer ses enfants quand on en a besoin, avec une amplitude horaire d'accueil adaptée à des situations diverses. La crèche devient un espace polyvalent où les parents trouvent leur place et sont épaulés si besoin pour leur recherche d'emploi.

N°11 Que les familles soient mieux prises en compte dans le cadre de la protection de l'enfance

Comment ?

• En **connaissant mieux les familles dont les enfants sont suivis par la protection de l'enfance** pour mieux les accompagner.

Alors que 300 000 mesures de protection de l'enfance sont prises en moyenne chaque année, le nombre de familles concernées reste inconnu – une aberration à l'échelle d'une politique publique.
Des données sur les parents doivent être intégrées aux statistiques publiques en distinguant la nature des situations entre carence momentanée, grave maltraitance ou délaissement définitif.
Une meilleure connaissance des familles permettra un meilleur accompagnement des enfants dans leur intérêt supérieur et dans le respect de l'exercice de l'autorité parentale, une baisse du nombre comme de la durée des placements et des vies plus réussies.

MAEVA ET LES AUTRES

ÊTRE PARENT : UN RÔLE DIFFICILE

1/3 DES FAMILLES MONOPARENTALES SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ

DES MAISONS DES FAMILLES : LIEUX DE RENCONTRE POUR LES PARENTS

PAS ASSEZ DE PLACES DE CRÈCHES

POLITIQUE DE SOUTIEN À LA PARENTALITÉ INÉGALE ET INCOMPRÉHENSIBLE

DES CRÈCHES QUI AIDENT LES PARENTS À TROUVER UN EMPLOI

PAS ASSEZ DE DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT

ÉPAULER LES FAMILLES

NE JAMAIS DISCRÉDITER LES FAMILLES

DES LIEUX D'ÉCHANGE POUR LES PARENTS

NOUS Y CROYONS

RECONNAÎTRE LES DROITS DES FAMILLES

LE DÉVELOPPEMENT DES ESPACES PARENTS DANS LES CRÈCHES

SOUTENEZ NOS PARENTS

DES LIEUX POUR FORTIFIER LE RÔLE DES PARENTS

LA RECONNAISSANCE DES FAMILLES DONT LES ENFANTS SONT PLACÉS

christophe beau | obliquecoaching@yahoo.com

EN RÉSUMÉ

Oui, pour les parents, éduquer les enfants est parfois difficile.

Oui, il faut aider les familles qui en ont besoin.

NOUS DEMANDONS

Des endroits où les parents peuvent être écoutés et soutenus.

Des crèches qui accueillent les bébés et aident leurs parents s'ils en ont besoin.

Une meilleure connaissance des famille suivies en protection de l'enfance.

UN AVENIR POUR MAEVA (SUITE)

Depuis quelques mois, Maeva fréquente régulièrement la Maison des familles, un lieu d'écoute et d'accueil d'Apprentis d'Auteuil où elle a trouvé aide et conseils. Aujourd'hui, son horizon est sur le point de se dégager : ses enfants vont bien et elle débute un stage d'assistante de vie sociale avec la perspective d'emménager dans un nouvel appartement. ■

4/ CHANGEZ L'ÉCOLE

MOMENT DE VIE

« ÇA ALLAIT À PEU PRÈS À L'ÉCOLE PRIMAIRE. MAIS, QUAND JE SUIS ARRIVÉ AU COLLÈGE, MES NOTES ONT FAIT LA CHUTE LIBRE, JE N'AVAIS PAS ENVIE DE ME METTRE AU TRAVAIL, DE M'ORGANISER. DÈS LA 6E, J'AI COMMENCÉ À SÉCHER. QUAND MA MÈRE PARTAIT TRAVAILLER, JE ME RECOUCHAIS OU J'ALLAIS JOUER À LA CONSOLE CHEZ UN VOISIN. »

Ruben

Ruben n'a jamais vraiment accroché à l'école et a enchaîné les bêtises. Malgré ses protestations, sa mère, qui l'élève seule, réagit en lui imposant l'internat. Le jeune garçon est envoyé dans un premier établissement en 5e et dans un autre en 4e, sans plus s'intéresser aux cours que dans son collège précédent...

Ruben et les autres

Certains élèves s'accrochent, d'autres décrochent. **95 000 d'entre eux sortent encore aujourd'hui du système scolaire sans diplôme[1].** Un chiffre en baisse ces dernières années mais la vigilance reste de mise pour éviter de perdre des jeunes qui s'évaporent de l'école. Certes, des efforts ont été réalisés en faveur de la persévérance scolaire, notamment la mise en place de l'obligation de formation jusqu'à 18 ans, mais, si ces solutions existent, elles peinent encore à résoudre le problème du décrochage, conséquence de facteurs de toutes sortes : origine sociale et géographique, situation familiale, santé, etc.

La crise de la Covid-19 a mis cruellement en lumière l'importance du soutien des familles dans la réussite scolaire de leur enfant. Effectivement, les parents ne sont pas tous logés à la même enseigne et certains manquent de moyens financiers mais aussi culturels pour aider suffisamment leurs enfants. Le numérique est devenu un facteur d'inégalités supplémentaires, certains élèves n'ayant pu suivre les cours à distance, faute de matériels adaptés, de connexion ou simplement parce qu'ils ne savaient pas utiliser les équipements.

Si les parents se sentent parfois désemparés face aux difficultés scolaires de leurs enfants, les enseignants sont aussi à la peine, pointant le manque de reconnaissance de leur rôle et une perte de sens de leur métier. Alors qu'ils ont, pour la plupart, choisi d'enseigner par conviction, ils se sentent bien seuls pour affronter des situations sociales complexes.

Enfin, n'oublions pas qu'en France, près de 140 ans après la loi sur l'instruction obligatoire, des enfants ne vont pas à l'école. Comment l'accepter ? Les classes pour les élèves allophones sont en nombre insuffisant et mal réparties sur le territoire. La scolarisation des mineurs non accompagnés ne semble pas être une priorité avant et pendant leur prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance. En outre-mer, à Mayotte par exemple, aller en classe relève d'une course d'obstacles, certains élèves se lèvent à 4 heures du matin pour rejoindre leur établissement… quand ils peuvent aller à l'école.

[1] *Repères et références statistiques 2020, DEPP.*

ÉCOUTONS-LES !

Les jeunes et les parents attendent beaucoup de l'école et sont d'autant plus déçus quand leur scolarité est chancelante.

L'école, cruciale mais démotivante

Les jeunes et les familles sont d'accord : l'école est essentielle. C'est à la fois un lieu d'apprentissage et un lieu d'éducation aux règles de respect, de tolérance, de vivre ensemble.

> Ce qui est important, c'est d'être en cours, d'avoir des amis même s'il y a beaucoup de travail, de stress.

> J'ai confiance dans le système scolaire pour m'aider dans l'éducation de mes enfants.

> La violence des adultes qui sont dans le jugement. Par exemple quand on nous dit : « Ton gâteau est trop moche », c'est pas encourageant.

Passées ces premières réactions, le tableau se noircit. 38 % des jeunes estiment qu'ils progressent par eux-mêmes ou grâce à leur cercle social rapproché (18 %) plutôt que grâce à l'école (7 %). Presque un quart d'entre eux estime que l'école est aussi une source de difficultés. Seuls 5,1 % des jeunes font confiance aux enseignants pour les soutenir en cas de besoin[1].

La faute aux parents ?

Sept jeunes sur 10 estiment que le décrochage est lié à un contexte familial compliqué : c'est « la faute des parents » qui ne s'impliquent pas assez dans leurs études[2].

J'ai été aidée à l'école primaire mais plus après. Je me suis débrouillée toute seule. Parce que mes parents n'ont pas suivi ma scolarité.

Quand les enfants ont des mauvais résultats, les profs convoquent les parents mais pas quand ils ont des bons résultats.

Nombreux sont les parents qui ne se sentent pas capables ou qui manifestent leur peur de l'institution scolaire, par crainte d'être mal jugés pour peu qu'ils manquent une réunion faute d'horaires compatibles ou s'ils ne parlent pas bien français. Une angoisse encore plus présente lorsque le père ou la mère de famille a connu un parcours scolaire chaotique.

L'école, lieu hostile

Parents et jeunes s'accordent pour souhaiter que l'école joue un véritable rôle de prévention de la violence, du harcèlement, des risques des réseaux sociaux et pour demander que les enseignants soient formés à ces questions.

Plus d'écoute, plus d'attention pour les enfants harcelés à l'école.

L'école c'est bien, t'es censé apprendre. Mais le truc c'est que tu plonges un enfant dans un monde, qui peut être très dangereux, et l'enfant dans la cour d'école doit se débrouiller tout seul.

[1] Écoute menée sous forme d'un questionnaire par Apprentis d'Auteuil en partenariat avec l'UNAF, Bayard, Sport dans la Ville, Bluenove.
[2] Baromètre de l'éducation Apprentis d'Auteuil, 2021.

Des enseignements plus concrets

Les jeunes disent qu'ils préfèreraient apprendre des choses utiles, qui les préparent à leur vie future et les aident à savoir ce qu'ils veulent faire plus tard. Au-delà de la question des contenus pédagogiques, ils expriment le besoin d'être accompagnés, pendant le temps de leur parcours de formation et à la période charnière de l'entrée dans la vie active.

> J'aimerais avoir plus de cours ou de formations sur « les choses de la vie » : gestion administrative, orientation scolaire, faire des CV, préparation à des entretiens d'embauche, etc. C'est important.

La pression et la honte

Les jeunes mesurent pleinement le rôle de l'école et du diplôme pour leur avenir, au point d'en faire un facteur majeur de stress. La scolarité s'apparente, pour certains, à un immense parcours d'endurance, où le spectre du décrochage n'est jamais loin.

> On a déjà assez de pression avec la honte de ne pas avoir le bac.

> Ce qui est difficile, c'est de ne pas décrocher, d'abandonner, toujours trouver des priorités.

LE REGARD D'UN EXPERT

Aller au-delà des fondamentaux

Éric Charbonnier,
analyste
à la direction de l'Éducation de l'OCDE

En France,

69 %

des jeunes estiment que le décrochage est lié à un contexte familial compliqué.

(Baromètre de l'éducation Apprentis d'Auteuil, 2021).

« Les solutions seront trouvées par les nouvelles générations, mais rien ne se fera sans l'enthousiasme des enseignants et un lien plus fort entre l'école et les familles. Lire, compter, écrire, ces fondamentaux ne sont plus suffisants. Au-delà des connaissances, il faut aller plus loin pour permettre aux élèves de s'épanouir dans un monde compliqué et anxiogène. Les solutions aux enjeux d'aujourd'hui seront trouvées par la nouvelle génération, née avec les nouvelles technologies, à travers les *soft skills*, les attitudes et les valeurs. La confiance en soi, le travail en équipe sont des compétences à prendre en compte. L'enthousiasme des enseignants est le facteur numéro un pour la réussite des élèves. À condition de diminuer la pression, notamment avec les maths, de faire davantage de la place à la pratique et de donner moins de travail à la maison. Un lien plus fort entre les familles et l'école doit être recherché car impliquer les parents, cela fait la différence. Créons aussi des vocations en présentant les métiers plus tôt, en invitant le monde professionnel à l'école pour rencontrer des gens qui transmettent leur passion. »

NOUS Y CROYONS

L'école serait la réponse à tous les problèmes : instruire et former les citoyens de demain, mais aussi apaiser la société. En réalité, elle ne peut à elle seule tout résoudre mais y contribuer si la responsabilité éducative est partagée par tous, familles, associations, entreprises.

Créer des liens de confiance entre enseignants et parents

Sans soutien et encouragement des familles, la réussite scolaire existe mais elle est rare. Une « alliance éducative », qui se noue grâce à l'instauration d'un lien de confiance entre enseignants et parents, est une solution pour que les jeunes se mettent à aimer l'école. La qualité de la relation est essentielle pour construire une coopération confiante.

Combattre le décrochage scolaire

Oui, le décrochage scolaire peut être contré en détectant ses signes (absentéisme, difficultés scolaires, démotivation) suffisamment tôt et en accompagnant les élèves les plus fragiles. Nous sommes confrontés à de nombreux élèves en risque de décrochage ou déjà décrocheurs et nous avons constaté qu'un soutien individualisé et un travail sur l'estime de soi permettent aux enfants comme aux adolescents de rebondir. Des solutions existent et peuvent être mises en place. Mais force est de constater que le système scolaire laisse au bord de la route trop de jeunes. Il doit donc être adapté.

Redonner de l'enthousiasme

Arrêtons de penser que tous les jeunes doivent rentrer dans le même moule ! Au contraire, plus la situation de l'élève est difficile et plus la réponse doit être personnalisée. Quand on redonne de l'enthousiasme aux enfants et jeunes fragilisés grâce à la valorisation de toutes les formes de réussite, y compris extrascolaire, ça marche !

NOUS AGISSONS

Une unité mobile contre le décrochage

Ça m'a beaucoup aidé à comprendre les exercices, à mieux m'organiser. Ma moyenne est passée de 8 à 12 !

Mauvaises notes, absentéisme, problèmes de comportement, etc. Dès les premiers signes de décrochage repérés par des enseignants des collèges privés de l'agglomération de Pau, le service de prévention des ruptures éducatives et scolaires (SPRES) est alerté. Cette équipe mobile d'enseignants et d'éducateurs spécialisés du collège Sainte-Bernadette d'Apprentis d'Auteuil suit chaque année une vingtaine de jeunes. Le SPRES intervient au sein des collèges **avec l'objectif de maintenir à flot les élèves décrocheurs tant sur le plan scolaire que personnel,** en les accompagnant au plus près de leur classe et en complémentarité du travail de leurs professeurs. La spécificité de ce dispositif est un regard croisé, à la fois éducatif, scolaire et psychologique, sur la situation d'un jeune. Autant d'approches en faveur de sa persévérance scolaire.

La remobilisation scolaire à Mayotte

J'ai 16 ans et je suis accueillie à M'Sayidié depuis février. Au début, j'étais isolée du monde, je n'arrivais pas à m'intégrer. Mais très vite, ça s'est bien passé. Les formateurs et animateurs étaient vraiment super avec nous : si tu ne sais pas, ils ne vont pas dire que tu ne sais pas, ils encouragent à donner le meilleur de nous-même. On a amélioré notre niveau car il n'était pas bon au début. Maintenant, on peut écrire, lire, on peut même faire les tables de multiplication !

4 •
ÉCOLE

À Mayotte, des jeunes en déshérence, en voie d'exclusion, fragilisés et exposés à la délinquance, sont aidés par le service M'Sayidié à surmonter les situations d'isolement, de rupture avec leur environnement familial, scolaire, professionnel et social. Des éducateurs et des volontaires du service civique vont à la rencontre des jeunes pour engager avec eux une relation éducative stable. M'Sayidié conjugue **deux modalités d'intervention : un accueil pour la (re)mobilisation scolaire et des interventions dans les quartiers pour favoriser la cohésion sociale et la prévention des dangers.** Chaque année, plus de 250 jeunes sont accompagnés par ce dispositif en vue d'une intégration sociale, familiale et/ou scolaire.

L'internat, un cadre pour grandir, mûrir et réussir

> **Ma fille Zoé est au collège et à l'internat. Avant, ça n'allait plus du tout : elle ne supportait pas l'autorité. En tant que maman isolée, je ne savais plus quoi faire. Aujourd'hui, elle s'épanouit. Dès qu'il y a un problème de comportement, Zoé est recadrée tout de suite par les éducateurs. De mon côté, j'envisage à nouveau notre relation positivement.** »

Hébergés en chambre individuelle, double ou triple, les jeunes accueillis dans les 38 Internats éducatifs et scolaires d'Apprentis d'Auteuil disposent d'espaces chaleureux où sont recréées des conditions de vie quotidienne et familiale (cuisine, salle à manger, lieux de détente) pour favoriser la convivialité et l'échange. Chaque jeune est suivi par un éducateur référent du lever au coucher. L'accompagnement éducatif s'étend aussi d'études après la classe et aux temps collectifs. Au-delà de l'éducateur, une équipe pluridisciplinaire (animateurs, surveillants de nuit et, selon le cas, psychologue, assistante sociale, etc.) veille au bon fonctionnement de l'internat. **Ce cadre bienveillant adossé à un suivi éducatif renforcé – en lien constant avec l'établissement scolaire – est particulièrement adapté aux jeunes en difficulté scolaire et/ou familiale, et aux jeunes en cours de décrochage scolaire.** Il leur permet de renouer avec les apprentissages et de repartir sur de bonnes bases à l'école et dans la vie.

Nouvelle chance pour les décrocheurs

Je suis venu ici car je n'avais pas le choix. Ça se passe bien. J'aime bien l'ambiance. On est peu nombreux. Les profs sont plus à l'écoute. Si on est énervé, on peut sortir. L'objectif pour moi est d'améliorer mon comportement, d'apprendre à me connaître et de me remettre à travailler. »

Du ludique, du concret, de l'inédit, de l'échange, pour apprendre sans s'ennuyer ni s'angoisser, un emploi du temps souple pour se réhabituer aux horaires. Au collège Nouvelle-Chance du Mans, les jeunes rebutés par l'école, déscolarisés depuis peu ou depuis longtemps, goûtent une autre manière d'étudier. Grâce à un suivi sur mesure, des groupes, plutôt que des classes, portés par des enseignants pluridisciplinaires et des intervenants extérieurs, des activités sportives et des sorties culturelles, d'anciens décrocheurs découvrent le plaisir de l'apprentissage, se réconcilient avec l'école, avec eux-mêmes et sont amenés à cultiver le respect des autres et le vivre ensemble. À son arrivée, chaque jeune s'engage à suivre le parcours proposé, d'une durée d'un an. Les familles sont étroitement associées à chaque étape et l'équipe d'encadrement, enseignants et éducateurs, tous volontaires, est un élément clé de ce dispositif unique.

En France,

17 %

des jeunes quittent l'école sans diplôme ou avec, au mieux, le brevet.

(Ministère de l'éducation nationale – Repères et références statistiques 2020).

NOUS DEMANDONS

N°12 Que tous les enfants en métropole et en outre-mer puissent aller à l'école

Comment ?

• En investissant les **moyens nécessaires pour les jeunes** qui en sont le plus éloignés.

Aller à l'école en France métropolitaine et en outre-mer est un droit, une priorité et non une faveur pour tous les enfants, quel que soit leur statut sur le territoire. Les conditions matérielles et juridiques doivent être réunies pour qu'ils aient accès à une scolarisation adaptée. C'est à cette condition que ces enfants et ces jeunes réussiront leur insertion et leur intégration dans la société.

N°13 Que l'école réponde mieux aux besoins des élèves

Comment ?

• En renforçant **les compétences des équipes éducatives** dans la détection du décrochage scolaire dès le plus jeune âge.

Prévenir et lutter efficacement contre le décrochage scolaire suppose d'en connaître les causes, d'être capable d'en identifier les signes avant-coureurs, de les prévenir. Il est donc nécessaire de renforcer les moyens dédiés à la détection des fragilités scolaires et d'accompagner les professionnels pour qu'ils travaillent main dans la main avec l'élève et sa famille.

N°14 Que les enseignants soient soutenus dans leur mission

Comment ?

• En **renforçant la formation** initiale et continue des enseignants.

Les enseignants se sentent parfois désarmés dans la gestion des conflits entre élèves ou avec les relations avec la famille. Il est urgent d'intégrer à leur formation initiale et continue l'acquisition de compétences psychosociales et la communication non violente. Cette proposition est également portée par les États généraux de l'éducation auxquels Apprentis d'Auteuil contribue.

N°15 Que les élèves renouent avec la confiance

Comment ?

• En **valorisant toutes les réussites.**

Il n'y a pas que les notes qui comptent ! Les petites et grandes réussites du quotidien comptent aussi. Organisons, dans tous les lieux d'apprentissage, des temps de valorisation annuels ou semestriels, pendant lesquels un diplôme est remis aux élèves en fonction de leurs réussites, en présence de leurs parents.

N°16 Que le fil soit renoué entre les parents et l'école

Comment ?

• En **instituant des moments de rencontres** à l'école avec les équipes, en dehors des rendez-vous classiques.

La création ou le renforcement de liens entre les parents les plus éloignés du système scolaire et l'école passe par la mise en place de rencontres organisées dans un lieu dédié au sein de l'enceinte scolaire. Celles-ci pourront être organisées autour de thèmes choisis d'un commun accord (éducation affective, relationnelle et sexuelle, réseaux sociaux, etc.) et avec l'éclairage, si besoin, d'experts du sujet et de témoins afin que l'information puisse aussi ensuite être partagée en famille.

CHAQUE ANNÉE 17% DES JEUNES SORTENT DE L'ÉCOLE SANS DIPLÔME

FACTEURS DE RISQUE : ORIGINE SOCIALE ET GÉOGRAPHIQUE, SITUATION FAMILIALE, SANTÉ

RUBEN ET LES AUTRES

ACCÈS INÉGAL À L'ÉCOLE

DES COLLÈGES POUR PRENDRE PIED

FAIBLE RECONNAISSANCE DU RÔLE DES ENSEIGNANTS

FRACTURE NUMÉRIQUE

L'INTERNAT POUR REPARTIR SUR DE BONNES BASES

L'ÉCOLE EST L'AFFAIRE DE TOUS

LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE SE COMBAT

L'ACCÈS À L'ÉCOLE POUR TOUS

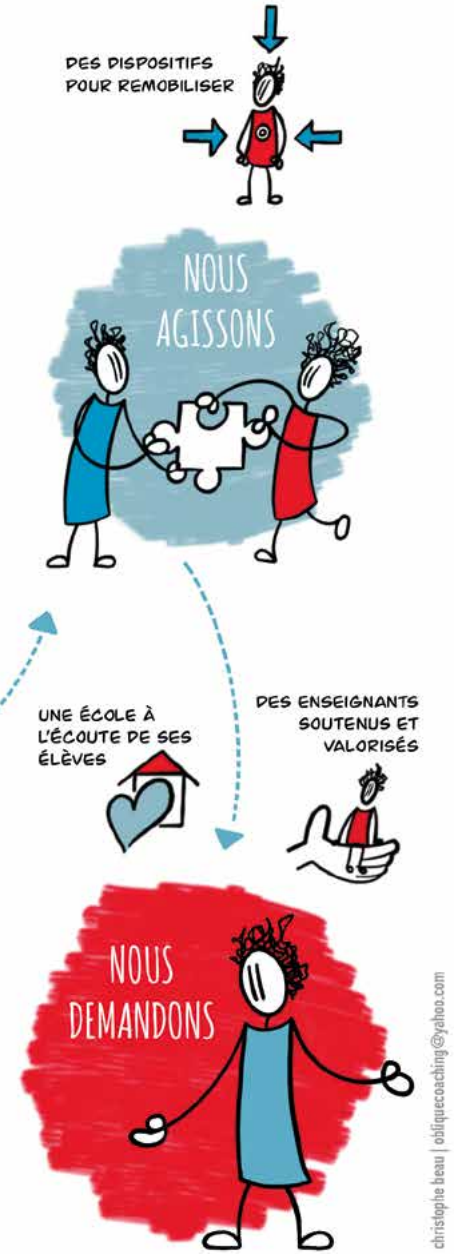
NOUS Y CROYONS

CHAQUE JEUNE EST CAPABLE DE RÉUSSIR

LA VALORISATION DE L'ÉLÈVE AU CŒUR DES PÉDAGOGIES

UN LIEN FORT ENTRE LES PARENTS ET L'ÉCOLE

CHANGEZ L'ÉCOLE



EN RÉSUMÉ

Oui, tous les enfants doivent aller à l'école. Mais certains ne peuvent pas y aller. D'autres ne veulent plus y aller.

Oui, les parents et les professeurs ont parfois du mal à communiquer. Cela peut créer des tensions.

NOUS DEMANDONS

Une école qui accueille tous les élèves, partout en France.

Un soutien pour les élèves qui en ont besoin.

Plus de formations pour les professeurs.

Plus de félicitations pour les élèves.

Un lieu d'accueil et de dialogue pour les parents dans les écoles.

MOMENT DE VIE (SUITE)

La mère de Ruben ne baisse pas les bras et l'inscrit dans un troisième internat, cette fois-ci à Apprentis d'Auteuil. Malgré ses lacunes scolaires, sa tendance à se décourager lorsqu'il n'arrive pas à suivre, son comportement rebelle, il trouve une écoute, plutôt que l'exclusion de la classe dès la première ou la deuxième incartade. Encouragé, motivé, Ruben a changé peu à peu d'attitude et commencé à travailler même s'il avoue que l'école, ce n'est pas encore son truc. ■

5/ AIDEZ-NOUS À TROUVER NOTRE VOIE

MOMENT DE VIE

« MON RÊVE DEPUIS TOUT PETIT C'ÉTAIT D'ÊTRE POMPIER MAIS J'AI VU MON RÊVE PARTIR EN FUMÉE. »

Steve

Steve n'y arrivait pas. À l'école, c'était très difficile, il ne réussissait pas à progresser, se battant avec la lecture. Le jeune garçon est orienté vers une formation professionnelle en mécanique auto mais n'accroche pas. Il n'a aucune confiance en lui ni en les autres. Il tente une formation militaire car il rêve depuis l'enfance de devenir pompier, mais doit y renoncer à la suite d'une blessure. **Cette succession d'échecs le meurtrit profondément et Steve s'enfonce dans la galère.** Une période de chute libre qui dure trois longues années...

Steve et les autres

Après le décrochage, le chômage ? L'insertion professionnelle et sociale est une gageure pour ceux qui connaissent des parcours difficiles et qui sont souvent parmi les moins diplômés. Mais pas seulement pour eux. C'est aussi un casse-tête pour la majorité des jeunes pénalisés par le taux de chômage élevé : 20,9 % pour les 15-24 ans, contre 8,1 % pour l'ensemble de la population active au premier trimestre 2021[1].

En 2019 en France, **1,5 million de jeunes de 15 à 29 ans était dans la nature, en dehors de tout circuit,** classés comme NEETs, soit « ni en emploi, ni en études, ni en formation »[1]. Quel dommage de devoir définir des jeunes par « la négative » !

Rien d'étonnant à ce que 77 % des jeunes mettent en tête de leurs préoccupations la question de l'emploi[2]. Décrocher un travail, sésame vers l'insertion, s'apparente à un défi quasi impossible avec peu ou pas de diplôme. La plupart des jeunes n'ont pas eu leur mot à dire dans le choix d'une orientation faite par défaut et dès lors subie. Celle-ci n'est pas fondée sur la motivation mais plutôt sur le comportement et les bulletins scolaires, voire hélas trop souvent sur le milieu social d'origine. Trop d'adolescents se retrouvent en filière professionnelle sans l'avoir demandé, avec le sentiment qu'ils n'avaient pas leur place ailleurs. Y aller à reculons, c'est l'échec assuré, alors que cette voie qui souffre d'un déficit d'image est porteuse d'avenir, à condition de la choisir en toute connaissance de cause.

[1] *Insee, 2021.*
[2] *Étude menée par les Missions Locales en 2020.*

Des jeunes fragilisés auront d'autant plus de mal à s'insérer sans un véritable soutien social, affectif ou matériel. Une situation encore plus difficile pour ceux qui étaient suivis par la protection de l'enfance : leur prise en charge se terminant à leur majorité ou au mieux à 21 ans s'ils bénéficient d'un contrat jeune majeur. Du jour au lendemain, ils sont sommés de se débrouiller seuls, de trouver un logement, un travail. Que dirait-on de parents qui couperaient tout soutien et lien avec leurs enfants à leurs 18 ans au motif qu'ils les auraient suffisamment préparés à l'autonomie ?

Parmi les jeunes fragilisés, il y a aussi ceux qui arrivent en France après un parcours d'exil. Pour ces mineurs non accompagnés, déjà confrontés aux multiples épreuves d'un voyage traumatisant, l'obtention d'une régularisation administrative à leur majorité relève du parcours du combattant : ils doivent suivre obligatoirement une formation qualifiante ou professionnalisante, obtenir rapidement un emploi et prouver leur autonomie financière. Ainsi, pressés par l'urgence de leur situation administrative, contraints de suivre des formations sur des métiers en tension, ils n'ont pas le choix de leur parcours. Avec, à la clé, beaucoup de stress pour leur avenir.

ÉCOUTONS-LES !

Les jeunes font part de leur pessimisme sur leur entrée dans la vie d'adulte.

Trop d'incertitudes après l'école

Si cela se passe mal, c'est en raison de l'orientation scolaire, considérée comme une cause majeure des difficultés d'insertion. Vertement critiquée par les jeunes, elle est mal vécue, mal comprise et jugée le plus souvent injuste.

C'est un peu tard de nous interroger à 18 ans… Il n'y a pas vraiment de suivi de la scolarité et je ne sais pas quoi faire. Il faudrait avoir un accompagnement sur l'orientation plus tôt.

Les jeunes se sentent à un carrefour de leur vie. Ils ont l'impression qu'ils doivent prendre en quelques mois des décisions qui engagent leur avenir sans avoir toutes les cartes en mains ou avec un jeu tronqué qui ne leur laisse pas toutes les chances. Car la période après l'école s'apparente à une grande inconnue alors qu'il faut partir à la recherche d'un stage, d'une formation, d'un emploi. Les parents partagent aussi cette crainte et s'interrogent sur l'avenir de leurs enfants.

L'avenir est incertain, nous avons beaucoup de questionnements : métier, avenir, vie d'adulte, orientation. Nous avons besoin d'être accompagnés.

Je n'aurai pas les moyens de m'assumer financièrement pour pouvoir poursuivre des études.

Face à l'incertitude, les jeunes témoignent que leur principale préoccupation est d'apprendre un métier et de trouver où acquérir les compétences pour l'exercer.

La jeunesse dans un entre-deux

S'y retrouver dans l'éventail des aides sociales n'est pas chose facile. Les jeunes peuvent en bénéficier, bien que de manière temporaire ou partielle, mais l'ignorent bien souvent. Et puis tout change si on est apprenti, étudiant ou sans emploi. Une chose est sûre : la jeunesse est exclue des minima sociaux accessibles à l'ensemble des citoyens.

Les jeunes sont dans un interstice : pas d'expérience professionnelle, pas de droit au chômage, pas de gosses, donc pas d'allocs.

Les jeunes sont pressés de quitter un entre-deux pour rejoindre la vie active, le monde du travail.

Pour moi être adulte c'est avoir un travail, des responsabilités, être plus mature, savoir gérer son temps.

Cercle vicieux pour les mineurs non accompagnés

Les mineurs non accompagnés sont, dans leur grande majorité, particulièrement inquiets quant à leur avenir, eux qui ont tout quitté et bravé mille dangers pour trouver une vie meilleure. Ils expriment un sentiment d'impuissance en raison du fonctionnement de l'administration et de l'incertitude face à leur avenir. Ils décrivent un cercle vicieux dont ils ne savent pas comment sortir.

Si on n'a pas de papiers, on n'a pas de patron. Si on n'a pas de patron, on ne peut pas avoir de formation. Si on n'a pas de formation, on n'a pas de papiers.

LE REGARD D'UN EXPERT

La jeunesse, une urgence sociale

François de Jouvenel, délégué général de Futuribles international, insiste sur le sentiment d'utilité sociale, essentiel à l'intégration dans le monde économique et social.

« Nous faisons le constat d'une urgence sociale autour de la jeunesse. Son taux de pauvreté augmente depuis quelques années. Environ 700 000 jeunes arrivent actuellement chaque année sur le marché du travail, avec pour une partie d'entre eux de graves difficultés à trouver un emploi. Le chômage des jeunes est massif.
Par ailleurs, en France, le taux de NEETs est très élevé : cela concerne environ 13 % des 16-25 ans, soit un million de personnes. Les circuits d'intégration classiques ne fonctionnent pas ! Or, donner le sentiment d'utilité sociale est essentiel. L'enjeu majeur est l'insertion sociale de la jeunesse, pas forcément dans un travail au sens classique, mais dans le monde économique et social. Pour cela, il faut développer les différents dispositifs en dehors des canaux traditionnels. On constate que ceux qui sortent avec des savoir-faire utiles trouvent des débouchés. Enfin, le travail des institutions devra être de plus en plus coopératif avec d'autres acteurs territoriaux. Les coopérations à l'échelle locale sont très importantes. »

12,9 %

des 16 à 25 ans sont des NEETs

(Insee 2021).

NOUS Y CROYONS

Nous portons depuis toujours un regard singulier sur la jeunesse laissée pour compte, sans la considérer avec méfiance ou comme une source de problèmes. Au contraire, nous croyons en elle, en sa capacité à trouver son propre chemin. La jeunesse, ce devrait être le temps de l'espoir, de l'envie de croquer la vie. Malheureusement, cette période est aussi parfois bien sombre et compliquée, quand sonne la fin légale de l'école, de la formation ou d'une mesure de protection de l'enfance. La soudure se fait difficilement entre la période scolaire et l'insertion.

Créer une transition en douceur entre l'école et l'insertion professionnelle

Nous voyons tous les jours des jeunes impatients de prendre leur place dans le monde et de gagner leur autonomie. Encore faut-il qu'ils bénéficient de conditions favorables et adaptées à chacun. Ils aspirent à une transition en douceur entre l'école et l'insertion professionnelle, à être accompagnés vers l'entrée dans la vie et à des perspectives de formations adaptées.

NOUS AGISSONS

La Touline cultive le lien

> **Le jour de mes 18 ans, je me suis retrouvé à la rue. Ça m'a mis une petite claque. À cet âge, on est encore un enfant. J'ai eu la chance que La Touline me soutienne.**

À La Touline d'Apprentis d'Auteuil, **on ne lâche pas les jeunes sortant des établissements et services de la protection de l'enfance.** Le lien est maintenu avec des majeurs, risquant de se retrouver isolés après avoir quitté du jour au lendemain leur cadre de vie. Implantée dans une quinzaine de villes par Apprentis d'Auteuil, Les Toulines soutiennent ces jeunes majeurs, anciens de la fondation ou non, dans leur insertion sociale et professionnelle. Ils y trouvent un ancrage affectif et un accompagnement renforcé pour les recherches de formation et d'emploi ou encore les démarches administratives, les demandes de titres de séjour. Ils sont aidés, par exemple, pour la rédaction d'un CV ou une prise de rendez-vous par téléphone ou encore par un coaching avant un rendez-vous d'embauche. Ceux qui sont en situation de grande précarité sont soutenus dans l'accès à leurs droits et accompagnés vers un réseau de partenaires qui peut répondre à leurs besoins fondamentaux en santé, alimentation, logement, etc.

Dans le grand bain avec Skola

> **J'ai tout de suite été attirée par ce programme très concret. On ne peut pas parler de cours, mais plutôt de travaux pratiques, de mises en situation. Pour moi, c'est très formateur.**

Skola aéro, Skola fibre, Skola vente, Skola industrie, Skola métiers de la vigne, etc. Durant 3 à 18 mois, un petit groupe de jeunes de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, bénéficie **d'un parcours professionnalisant, construit avec des entreprises.** Avec ces dispositifs, au nombre d'une trentaine et concernant une dizaine de secteurs d'activité, les jeunes

sautent directement dans le grand bain afin d'apprendre un métier en tension ou d'avenir, un métier qui les motive. Ce temps pratique alterne avec une formation théorique. Chaque programme Skola ménage une sorte de sas, une période de préqualification pour acquérir les premières connaissances techniques et les savoir être attendus par l'entreprise. Un suivi professionnel est assuré par un tuteur et un autre sur l'intégration par un parrain, tous deux au sein de l'entreprise. Seul critère demandé : la motivation !

Impact Jeunes « booste » l'insertion

> **Je suis très optimiste ! La démarche d'Impact jeunes est très aidante et le plus important de tout, elle nous met en confiance. »**

Aller chercher les jeunes là où ils vivent pour les inciter à « se bouger » : les boosters territoriaux font du porte-à-porte dans les cages d'escalier, les clubs de sports, les snacks ou les bars ! C'est une des originalités du programme Impact Jeunes, initié dans plusieurs quartiers des Bouches-du-Rhône comptant un grand nombre de jeunes en situation de pauvreté. Les efforts sont concentrés sur un périmètre restreint pour que chacun trouve une solution professionnelle à court ou moyen terme, soit suivi et orienté grâce à un accompagnement global. Des circuits courts sont créés entre les jeunes, les entreprises locales et l'ensemble des acteurs publics, économiques et associatifs sont mobilisés autour de l'insertion dans un jeu collectif. Apprentis d'Auteuil porte ce projet innovant et expérimental inspiré d'une action mise en place depuis 20 ans dans une cité de Harlem, le Harlem Children Zone. Une initiative qui essaime déjà en Seine-Saint-Denis, au Havre et à La Réunion.

Nous y croyons

S'unir pour lever les freins à l'entrée dans la société

Nous militons pour que chaque jeune soit moteur de son insertion. Pour cela, il doit être en mesure d'exprimer ses envies, ses besoins, ses idées et surtout être écouté. Mais comment prendre sa place dans la société s'il lui est impossible de se déplacer, de se loger, de se soigner, de se débrouiller avec les formalités administratives ? Il est urgent de lever ces freins à l'insertion pour ne pas perdre ou désespérer une partie de la jeunesse. C'est une mission prioritaire et collective pour laquelle doivent s'unir pouvoirs publics, associations, école et entreprises.

Favoriser la rencontre entre jeunes et entreprises

Car des solutions existent. Par exemple, les jeunes ne maîtrisent pas toujours les compétences techniques requises ni les codes adaptés au marché du travail. Quant aux entreprises, elles ne savent parfois pas comment interagir avec les stagiaires et les apprentis. En apportant aux uns l'accompagnement socio-éducatif fondamental pour leur insertion dans la société et aux autres la garantie d'un suivi, il est possible d'agir comme un connecteur, un tisseur de liens. Aidons-les à se rencontrer, à se comprendre.

NOUS DEMANDONS

N°17 Que soient créées des conditions sereines d'insertion

Comment ?

• En mettant en place un **droit continu à construire son orientation** et son parcours professionnel pour les 18 à 25 ans.

Pour trouver sa voie, il faut du temps. Créons un droit à l'insertion pour les jeunes de 18 à 25 ans, comprenant un revenu minimum. Il existe déjà des outils mais tellement divers et complexes que personne ne s'y retrouve. Un droit continu permettrait de garantir à ceux qui en ont besoin un accès au logement et à la mobilité, deux facteurs clés d'insertion, et une allocation pour subvenir à leurs besoins.

N°18 Que soit encouragée la mise en situation pour apprendre un métier

Comment ?

• En mettant en place les conditions d'une **meilleure employabilité des jeunes.**

Des milliers de jeunes trouvent désormais leur voie grâce à l'apprentissage. Il faut poursuivre cet élan et pérenniser les aides et les financements aux entreprises, particulièrement pour les premiers niveaux de qualification. Par ailleurs, l'acquisition des savoir être en entreprise est clé dans le processus d'insertion et de maintien dans l'emploi. Cette compétence devrait être inscrite au Répertoire spécifique de France compétences.

N°19 Qu'un soutien public fort et cohérent accompagne les sortants de la protection de l'enfance

Comment ?

• En mettant en place systématiquement, un **parcours d'accompagnement vers leur insertion, si besoin jusqu'à leurs 25 ans.**

Tout jeune en situation de vulnérabilité, notamment ceux ayant bénéficié d'une mesure de protection administrative ou judiciaire, doit pouvoir être accompagné en vue de son insertion, y compris par l'accès à un logement stable. L'ASE doit poursuivre cet accompagnement tant que le jeune en a besoin pour qu'il ait accès à des ressources suffisantes, au logement, au soin, mais aussi aux loisirs. Il sera ainsi en mesure de construire son projet de vie. La borne des 25 ans permettra de créer un filet de sécurité pour ces jeunes souvent fragilisés. Nous soutenons cette recommandation avec 19 autres associations au sein du collectif Cause Majeur.

N°20 Que les mineurs non accompagnés puissent continuer à travailler à leur majorité

Comment ?

• En **levant les freins administratifs** à leur insertion professionnelle.

L'avenir des MNA, une fois passée la barrière des 18 ans, est encore trop souvent suspendu à une décision administrative de régularisation alors qu'ils étaient auparavant des enfants à protéger.
Il est prévu dans la loi que chaque MNA avec un contrat de professionnalisation bénéficie automatiquement d'une autorisation de travail. Mais un majeur, même s'il a été pris en charge par l'ASE et formé à un métier, pourra se voir interdire de travailler tant qu'il n'est pas régularisé. La complexité administrative et la disparité des pratiques freinent l'insertion de ces jeunes qualifiés et motivés. Arrêtons ce gâchis !

1,5 MILLION DES 15/29 ANS EST SANS EMPLOI, ÉTUDE OU FORMATION

LES ORIENTATIONS SUBIES CONDUISENT À L'ÉCHEC

STEVE ET LES AUTRES

UN DISPOSITIF POUR BOOSTER L'INSERTION DES JEUNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ

L'INSERTION : UN « CASSE-TÊTE » POUR LES JEUNES DE 16 À 25 ANS

UNE INSERTION PLUS DIFFICILE POUR LES JEUNES SORTANT DE L'ASE

DES DISPOSITIFS POUR ACCOMPAGNER LES JEUNES SORTANT DE L'ASE

SANS SOUTIEN, L'INSERTION EST PLUS DIFFICILE

RÉCONCILIER LES JEUNES ET LES ENTREPRISES

UN SOUTIEN FORT DE L'ÉTAT POUR CEUX QUI SORTENT DE L'ASE

NOUS Y CROYONS

PROPOSER DES SOLUTIONS DE LOGEMENT ET DE MOBILITÉ POUR TOUS

L'APPRENTISSAGE PAR L'EXPÉRIMENTATION

ACCOMPAGNER LE PASSAGE DE L'ÉCOLE À L'ENTREPRISE

AIDEZ-NOUS À TROUVER NOTRE VOIE

EN RÉSUMÉ

Oui, c'est difficile de trouver un travail quand on n'a pas de diplôme.

Oui, les jeunes ont de nombreuses difficultés : se loger, se déplacer, se soigner et faire ses démarches administratives.

NOUS DEMANDONS

Un accompagnement particulier pour les jeunes qui ont vécu en foyer jusqu'à 18 ans.

L'accès à une formation et à un travail pour les jeunes migrants.

Le développement des formations, en apprentissage pour tous.

Une aide pour bien commencer dans la vie.

MOMENT DE VIE (SUITE)

Steve a le déclic, comprend qu'il doit se reprendre en mains. Il s'inscrit au chômage, prend des petits boulots en intérim, cherche des formations, des stages, etc. Huit mois plus tard, il rejoint le dispositif d'insertion Turbo porté par Apprentis d'Auteuil et Bergerat Monoyeur à Moissy-Cramayel en Seine-et-Marne et commence une formation en mécanique. Cette fois, c'est la bonne. Steve accroche et s'accroche. Il retrouve le goût et le plaisir de la mécanique et valide son diplôme. ■

6/ NOUS SOMMES AUSSI LA SOCIÉTÉ

MOMENT DE VIE

« PORTER UN PROJET DE BOUT EN BOUT TOUT AU LONG DE L'ANNÉE, PARTIR TRÈS LOIN DANS UN UNIVERS DIFFÉRENT, APPORTER SON AIDE ET RECEVOIR DE L'AUTRE EN ÉCHANGE, C'EST UN VÉRITABLE DÉFI. »

Élisa

Qui aurait imaginé qu'Élisa relève ce défi, qui aurait imaginé sa motivation pour l'engagement international ? Elle qui est arrivée en urgence à Apprentis d'Auteuil suite à des maltraitances, après avoir été placée dans plusieurs familles d'accueil. La petite fille, alors âgée de 8 ans, s'adapte difficilement ; elle rencontre des difficultés scolaires et se trouve en décalage avec ses camarades de classe. À l'écoute, ses enseignants et ses éducateurs sont convaincus qu'il est possible de l'aider, parfois même en la « bousculant » un peu pour qu'elle passe du foyer des petites à celui des grandes. Bonne approche : au lieu de se renfermer, Élisa grandit, s'ouvre, élargit ses centres d'intérêt au monde et, à l'adolescence, elle se passionne pour les chantiers de solidarité internationale proposés par la fondation, où jeunes d'Apprentis d'Auteuil et du pays d'accueil s'impliquent et travaillent ensemble autour d'un projet humanitaire...

Élisa et les autres

Ils ont l'envie d'en être, de s'engager. Les jeunes ne veulent pas seulement être écoutés mais aussi être acteurs de la vie de la cité. Or, en 2020, **45 % des 18-30 ans ne se sentaient pas vraiment utiles à la société[1].**

Ce sentiment d'être cantonnés aux marges nourrit la défiance envers les institutions, notamment pour les plus défavorisés. Elle se traduit dans les urnes : pourquoi aller voter si cela ne change rien à notre vie quotidienne, questionnent 32 % des jeunes[1]. Ils iraient sans aucun doute davantage voter si on les avait initiés à la prise de parole, au débat, à la participation. Et pourtant, les jeunes veulent s'investir pour davantage de fraternité et de solidarité : 40 % des 18 à 30 ans donnent une partie de leur temps au sein d'une association contre 35 % en 2016[1]. Et ils sont les plus enthousiastes à vouloir s'engager pour l'intérêt général, notamment pour le climat et l'écologie.

La crise de la Covid-19 et ses confinements ont non seulement mis à mal ces engagements mais ont aussi aggravé la fracture numérique entre ceux qui maîtrisent Internet et ont pu continuer à cultiver des liens avec leurs réseaux et ceux qui restent en dehors et souffrent de cette exclusion.

Ceux qui font ces liens, ce sont avant tout les métiers de l'éducatif et du travail social, dont la relation à l'autre est le fondement. Pourtant, ils n'ont jamais été aussi peu attractifs. Si les soignants, à juste titre, ont été loués pour leur investissement sans faille, les éducateurs et les enseignants ont majoritairement assuré la continuité éducative sans reconnaissance de leur travail à sa juste valeur ni revalorisation salariale.

Les différents rapports ministériels et parlementaires de ces dernières années ont été autant de signaux d'alarme d'une situation aujourd'hui critique et ont pointé également la dégradation des conditions de travail. Les problèmes sont majeurs, structurels, mais pas irréversibles, si une véritable prise de conscience s'opère.

[1] Baromètre INJEP, 2020.

ÉCOUTONS-LES !

Les jeunes et les familles souffrent de l'individualisme, du manque de fraternité et soulignent la difficulté à accorder leur confiance aux autres.

Où est la solidarité ?

Tous aspirent à la solidarité, avouent le besoin de soutien moral et de conseils, surtout quand les proches vivent au loin.

La solidarité, c'est la clé qui permet d'ouvrir plusieurs portes.

Depuis que je suis en France, je trouve que c'est vite « seul au monde ».

Peu de confiance envers les adultes

J'ai zéro confiance en l'adulte.

Je n'ai pas envie de parler aux adultes même quand il y a des choses graves.

C'est surtout le manque de confiance qui est exprimé par les jeunes. Il agit comme un frein dans les relations avec les adultes, critiqués pour leur jugement disqualifiant ou, pire, leur violence psychologique. 13 % des jeunes avouent ne pas savoir vers qui se tourner en cas de problème[1], soulignant la grande solitude de certains d'entre eux et, en creux, leur besoin de soutien, d'écoute, de compréhension.

[1] Écoute menée sous forme d'un questionnaire par Apprentis d'Auteuil en partenariat avec l'UNAF, Bayard, Sport dans la Ville, Bluenove.

L'envie d'être utile

De leur côté, bien des éducateurs, tout en souhaitant que leur mission soit connue et reconnue par la société, expriment l'immense responsabilité, mais aussi la joie de faire leur métier.

**Ce qui m'anime ? L'envie d'être utile et le besoin d'aider mon prochain.
On ne choisit pas ce métier de manière anodine.**

Le numérique, autre rupture

Le numérique met en évidence une rupture générationnelle : les adultes s'inquiètent du monde virtuel de leurs enfants qui, eux-mêmes, les jugent incapables de comprendre ce qui s'y passe. 65 % des adolescents de 11 à 14 ans possèdent leur propre smartphone[2].

Il faut apprendre aux jeunes qu'il y a une réalité, que tout n'est pas virtuel.

Leur parole ne compte pas

Les jeunes reprochent aux adultes d'être peu à leur écoute et veulent que leur parole compte et soit respectée.

Je voudrais seulement qu'ils m'écoutent et me comprennent, je ne veux pas qu'ils minimisent les problèmes.

[2] *La parentalité et le numérique, Médiamétrie-OPEN et UNAF, février 2020.*

LE REGARD D'UNE EXPERTE

Chacun dans

Marie Desplechin, écrivaine, **auteur de livres pour la jeunesse, alerte sur l'accroissement des inégalités et l'incompréhension entre des populations qui vivent chacune dans sa bulle.**

« Le désespoir se fait jour face à la gravité du changement climatique et à la grande capacité de cécité de notre société.

Les inégalités s'accroissent et certains peuvent vivre dans leur bulle sans comprendre les autres. Par exemple, on ne s'informe pas tous de la même manière. Les gens – et notamment les jeunes – n'ont plus envie de s'informer via les médias généralistes, c'est trop dur et déprimant.

La technologie favorise ce phénomène d'information ciblée, qui permet de rester dans sa bulle. Cela dépend aussi des connaissances que l'on a déjà : certaines personnes ne se sentent pas en mesure de comprendre ce qui est écrit dans les journaux.

SA BULLE

Tout n'est pas désespérant : je vois un signal positif dans le retour du féminisme. Il peut naître quelque chose du chaos qu'amènent ces luttes. Je vois un autre signal positif dans les initiatives de gens jeunes qui choisissent de changer de vie et de remettre en cause les modèles.

Ils sont dans ce double regard : ils vivent dans l'angoisse de l'avenir, mais en même temps ils explorent de nouveaux modèles, réinterrogent.

Mais tout le monde ne peut pas se permettre de se remettre en question, la différence entre les milieux est énorme. Plus on est éduqué, plus c'est facile de vivre bien ce qui est à vivre. »

Plus de

1/3

des Français pense qu'il est plus simple de rencontrer des amis en ligne qu'en réalité.

(Kaspersky, Find Your Tribe – Staying Connected to Combat Loneliness, Juin 2020).

NOUS Y CROYONS

Oui, nous nous engageons au quotidien pour des relations plus respectueuses des personnes, pour une société plus juste et plus fraternelle. Oui, nous souhaitons davantage de liens entre jeunes, entre jeunes et adultes. Oui, nous misons sur l'altérité qui, à nos yeux, est une force. Car un projet de société qui fonctionne, c'est un projet de société construit avec la participation des jeunes dans toute leur diversité. Celle-ci a un rôle à jouer et il est temps de lui donner les moyens de prendre toute sa place dans l'espace public et dans la construction de solutions durables aux maux de notre société.

Avancer avec les principaux intéressés

Nous qui la côtoyons tous les jours, nous avons confiance en la jeunesse et savons que rien ne se fera dans un climat de défiance entre générations ou entre jeunes et institutions. Nous parions sur une participation active des jeunes et des familles aux décisions qui les concernent. C'est ce que nous appelons « le penser et agir ensemble ». Et nous y gagnons : les jeunes et les familles apportent leur vision et leur expérience dans la conception des actions entreprises pour et avec eux. Un projet fonctionne dès lors qu'il a été conçu et mis en œuvre avec les principaux intéressés.

Inscrire la culture dans le quotidien

Tous les jours, dans nos établissements, nous constatons que cultiver l'esprit et la sensibilité dès le plus jeune âge compte autant que la santé physique. C'est pourquoi nous croyons à la culture comme outil de liberté personnelle et collective, comme moyen essentiel pour se révéler à soi-même et au monde, sortir des assignations qui isolent et enferment. Nous sommes conscients que la culture pour tous ne se décrète pas mais s'inscrit dans le quotidien. C'est aussi un relais pour encourager la participation des jeunes les plus éloignés de la vie de la cité.

Nous agissons

Des rencontres sur le terrain du monde

> **Au début ce n'était pas facile d'aller vers l'autre car on ne sait pas comment il va réagir… la peur du rejet. À la fin, cette différence culturelle, on la vit trop bien, la barrière culturelle n'existe plus.** »

Les élèves du lycée Notre-Dame, près de Chartres, en compagnie de leurs binômes cambodgiens, mettent du cœur à l'ouvrage durant les vacances d'été pour rénover, à Phnom Penh, le site de l'ONG "Pour un sourire d'enfant" qui accueille des enfants et les scolarise. Il s'agit d'une des nombreuses actions éducatives de solidarité internationale qu'Apprentis d'Auteuil mène avec ses partenaires dans 32 pays. **Elles permettent aux jeunes d'apprendre l'échange, la rencontre interculturelle, la solidarité et la coopération.** Et sont un véritable atout pour leur insertion sociale et professionnelle. Une expérience qui se travaille en amont et se poursuit bien au-delà du voyage.

La Fondation Foujita partage la culture

> **Au début de l'atelier slam, j'avais honte de m'exprimer, je me disais que ce que j'avais à dire n'intéresserait personne, que mes copains allaient se moquer.** »

L'art du slam n'a plus de secret pour la classe de 5e du collège Saint-Pie-X de Domont. **C'est une des nombreuses initiatives artistiques et culturelles que soutient la Fondation Foujita, créée en 2011 sous égide de la Fondation Apprentis d'Auteuil.** Réparties sur l'ensemble du territoire, toutes les disciplines artistiques sont représentées. Certains ateliers sont conçus en lien avec les programmes scolaires, notamment en histoire de l'art, d'autres encore visent à reconstruire le lien entre parents et enfants. Tous veulent offrir la possibilité d'un développement personnel et l'expression d'un talent, d'une émotion. Ateliers d'expression proposés à des mineurs non accompagnés pour faire entendre leur parcours de vie, éveil musical pour les tout-petits, travail photographique pour mères et enfants, sans oublier la rencontre entre l'art et la gastronomie dans une assiette à l'école hôtelière Sainte-Thérèse à Paris, autant d'initiatives qui allient éducation artistique, culturelle et ouverture aux autres.

NOUS AGISSONS

Les engagements dans la vie du lycée et dans la solidarité

> **Les jeunes viennent pour la formation professionnelle, d'autres en raison d'un décrochage scolaire, d'autres à cause du climat familial. Mais tous ont l'envie d'être écoutés, de bâtir leur avenir, d'être partie prenante de la vie de l'établissement.** »

Au lycée Saint-Michel en Bretagne, l'engagement prend de multiples formes et s'inscrit dans l'esprit de l'établissement. Exemple avec le Conseil de vie lycéenne (CVL). Ses membres sont convoqués officiellement une fois par mois : les élèves y siègent avec des éducateurs de la vie scolaire et débattent de tous les aspects de la vie de l'établissement. Les projets sont construits par les jeunes et les adultes autour de différentes thématiques, par exemple la lutte contre les discriminations, la prévention du harcèlement, la relation, l'écologie, etc. **Au-delà de la transmission de valeurs citoyennes, ces projets permettent à des jeunes de s'investir et de découvrir un autre mode de relations entre eux et avec les adultes.** L'établissement forme également des jeunes à la médiation depuis 2001, leur permettant de trouver eux-mêmes une solution à des situations conflictuelles et à leurs difficultés relationnelles. Cette dynamique est source de motivation pour des élèves qui s'engagent aussi dans des actions de solidarité comme la collecte de denrées et de produits d'hygiène à distribuer lors de maraudes à Lorient, ou encore un partenariat avec une maison de retraite proche et avec une association de clowns à l'hôpital.

Nous y croyons

Vivre et éduquer à la fraternité

Nous ne quittons pas des yeux notre boussole, notre projet éducatif qui pose les dimensions essentielles de notre action éducative centrée sur la qualité de la relation. Elle doit permettre à chaque jeune, chaque famille de faire l'expérience de l'altérité, en s'ouvrant à la fraternité, à la solidarité, aux différentes cultures et religions.
« Les éducateurs ont un magnifique défi devant eux, une mission d'accompagnement au service de la liberté de ceux qu'ils accompagnent. C'est cela la fraternité. C'est un projet difficile, magnifique, passionnant, et un des services les plus importants que les éducateurs puissent rendre aux jeunes » rappelait Jean-Marc Aveline, archevêque de Marseille lors de la table ronde organisée en 2021 par Apprentis d'Auteuil sur l'éducation à la fraternité avec Haïm Korsia, grand rabbin de France, et Chems-Eddine Hafiz, recteur de la grande Mosquée de Paris. »

Prendre soin de ceux qui prennent soin de nous

Nous pensons qu'il est indispensable d'offrir aux éducateurs la possibilité de travailler et d'évoluer dans un environnement propice au développement de chacun, en donnant du sens à son action. Ce sens, c'est bien ce que nous cherchons à cultiver ensemble, avec les jeunes et les familles au quotidien.

NOUS DEMANDONS

N°21 Que la participation des jeunes et des familles soit effective dans les lieux où sont prises les décisions les concernant

Comment ?

• En instaurant des **temps d'écoute et de participation, assurés par des animateurs formés,** dans toutes les structures accueillant des jeunes.

Amener les jeunes à la participation, en créant les conditions de l'écoute et du dialogue, permet de construire la confiance entre eux et vis-à-vis des adultes et développe leurs capacités à un engagement citoyen.
À cet effet, la formation des professionnels à l'écoute est indispensable.
La participation des enfants et jeunes doit à terme devenir systématique dans tous les lieux qui les accueillent.

N°22 Qu'une éducation éthique au numérique soit assurée pour tous les enfants

Comment ?

• En créant **des modules adaptés au sein des programmes scolaires.**

C'est à l'école primaire qu'il faut les sensibiliser aux pratiques du numérique pour les protéger. Cela permet d'aborder de manière éducative les sujets comme le paraître, la pornographie, le harcèlement, les relations amicales et amoureuses sur les réseaux. Concevons avec tous les acteurs éducatifs, dont les parents, des modules d'intervention adaptés aux plus jeunes.

N°23

Que la culture, l'art et le sport soient valorisés comme des voies privilégiées d'éducation et de création de lien social

Comment ?

• En généralisant **les activités artistiques, culturelles et sportives** destinées aux plus petits et à leurs parents.

La pratique culturelle, artistique et sportive est une porte sur le monde et sur les autres : elle favorise l'échange et la rencontre au-delà des appartenances sociales et permet de rompre l'isolement des familles les plus précaires. Amenons ces pratiques qui permettent de reprendre confiance en soi là où elles n'ont pas toujours droit de cité, en multipliant les actions hors les murs auprès des familles.

N°24

Que les métiers éducatifs et du travail social soient valorisés à hauteur de leur contribution à la société

Comment ?

• En organisant une **réflexion nationale** pour apporter des changements structurels au travail des enseignants, au travail social et aux métiers éducatifs en général.

Comme pour d'autres professions valorisées et mises en avant pour leur rôle pendant la crise de la Covid-19, organisons un Ségur afin de trouver des solutions d'attractivité pour les métiers dédiés à l'humain et à l'intérêt général. Nous ne pouvons accepter que les enseignants, éducateurs, accompagnants, aidants, travailleurs sociaux voient leurs conditions de travail se dégrader au moment même où ils n'ont jamais été aussi indispensables.

45% DES 18-30 ANS SE SENTENT INUTILES

40% DES 18-30 ANS SONT BÉNÉVOLES

L'ART POUR TOUS

ÉLISA ET LES AUTRES

LE CLIMAT ET L'ÉCOLOGIE AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

GRANDE DÉFIANCE VIS A VIS DES INSTITUTIONS

DES SÉJOURS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LA MAUVAISE MAITRISE DU NUMÉRIQUE RENFORCE L'EXCLUSION

PENSER ET DÉCIDER AVEC LES JEUNES ET LES FAMILLES

UNE ÉDUCATION AU NUMÉRIQUE DÈS LE PRIMAIRE

VIVRE ET ÉDUQUER À LA FRATERNITÉ

NOUS Y CROYONS

LA CULTURE AU QUOTIDIEN

PRENDRE SOIN DE CEUX QUI PRENNENT SOIN DES AUTRES

L'ACCÈS À LA CULTURE ET AU SPORT POUR TOUS ET PARTOUT

NOUS SOMMES AUSSI LA SOCIÉTÉ

EN RÉSUMÉ

Oui, les enfants ont le droit de s'exprimer et on doit les écouter. Ils ont envie de s'engager pour que les choses changent.

Oui, la culture, c'est important pour construire une société fraternelle. Elle permet de mieux se connaître et de découvrir l'autre.

Oui, les travailleurs sociaux et les profs doivent être valorisés.

NOUS DEMANDONS

Des cours sur le numérique dès l'école primaire.

Une écoute et une prise en compte de la parole des jeunes.

De la culture pour tout le monde : bébés, jeunes, familles.

Une valorisation des métiers éducatifs et du travail social.

MOMENT DE VIE (SUITE)

À 15 ans, Élisa s'envole vers de nouveaux horizons. Elle passe trois semaines au Togo avec 10 jeunes de son établissement pour rénover un foyer de jeunes filles ainsi qu'un centre d'éducation et de promotion de l'enfant et de la mère. Une motivation supplémentaire, s'il en fallait, pour Élisa, qui a déjà la ferme intention de travailler avec des enfants. En plus du chantier, elle propose d'animer l'atelier lecture et dessins pour les petits à la bibliothèque. Des expériences au loin qui ont aidé Élisa à prendre son envol : elle s'occupera d'enfants en maternelle lorsqu'elle aura terminé sa formation d'Atsem, agent territorial spécialisé des écoles. ■

POSTFACE

Ensemble, nous pouvons être acteurs du changement

Les enjeux de notre génération sont vertigineux et pourtant nous avons trop souvent l'impression de ne pas être écoutés ou pris au sérieux, là où notre parole pourrait éclairer. Nous vivons, ressentons les choses.

Nous avons conscience des inégalités, nous les vivons trop souvent. Conscience de la souffrance de la planète, nous la voyons pleurer de notre fenêtre. Conscience des violences, nous les subissons au quotidien. Conscience des angoisses et solitudes, nous les ressentons. Aujourd'hui, la parole des jeunes n'a encore que trop peu d'importance dans la société. Nous sommes pourtant là, et nous avons des choses à dire.

Les lois sur l'éducation, la protection, le climat nous concernent directement, elles permettent de mieux bâtir l'avenir. Rien n'est fait d'avance, les choses peuvent encore changer. Nous pouvons être acteurs de ce changement. C'est en s'unissant, vous et nous, en prenant en compte les observations de chacun que nous parviendrons à rendre la vie plus douce pour les générations qui suivront. Nous ne savons pas tout mais sommes désireux d'apprendre davantage, de partager, avec vous qui avez tant à nous apprendre. Nous, jeunes, avons besoin que vous nous fassiez confiance parce que **la confiance sauve. La confiance nourrit l'espérance. L'espérance en un monde meilleur, l'espérance de ne plus avoir peur.** L'avenir nous fait peur si nous sommes dépossédés de notre pouvoir d'agir sur lui. Même si nous n'avons pas toutes les solutions, nous voulons mener avec vous des réflexions, car nous vivons les choses et nous avons un regard neuf qui peut venir compléter le vôtre. C'est maintenant que nous pouvons changer le monde de demain, avec vous, avec votre soutien. »

Emma Étienne

19 ans, ancienne de la Maison Sainte-Adélaïde de Bourgogne, établissement d'Apprentis d'Auteuil situé à Dijon

24 PROPOSITIONS

1. Renforcer et faciliter le contrôle des antécédents judiciaires de tout professionnel ou bénévole intervenant auprès de personnes mineures.

2. Systématiser les modules de prévention au numérique et les enseignements d'éducation affective, relationnelle et sexuelle (EARS).

3. Accentuer la formation de tous les professionnels travaillant auprès d'enfants.

4. Rendre obligatoire un dispositif d'identification et de traitement des incidents dans chaque établissement qui accueille des mineurs.

5. Développer la socialisation des enfants, dès le plus jeune âge.

6. Miser sur les solutions de logement adaptées aux jeunes et aux familles.

7. Créer des observatoires locaux de la précarité et aller vers les personnes dans le besoin.

8. Renforcer les passerelles entre la protection de l'enfance et le secteur médical.

9. Créer sur tout le territoire des lieux d'échanges avec et entre les familles et pérenniser leurs financements.

10. Concevoir les crèches comme des espaces d'accueil et d'insertion.

11. Connaître mieux les familles suivies par la protection de l'enfance pour mieux les accompagner.

12. Investir les moyens nécessaires pour les jeunes qui sont les plus éloignés de l'école.

13. Renforcer les compétences des équipes éducatives dans la détection du décrochage scolaire dès le plus jeune âge.

14. Renforcer la formation initiale et continue des enseignants.

15. Valoriser toutes les réussites.

16. Instituer des moments de rencontres à l'école avec les équipes, en dehors des rendez-vous classiques.

17. Mettre en place un droit continu à construire son orientation et son parcours professionnel pour les 18 à 25 ans.

18. Mettre en place les conditions d'une meilleure employabilité des jeunes.

19. Mettre systématiquement en place un parcours d'accompagnement vers l'insertion des sortants de la protection de l'enfance, si besoin jusqu'à leurs 25 ans.

20. Lever les freins administratifs à l'insertion professionnelle des mineurs non accompagnés (MNA).

21. Instaurer des temps d'écoute et de participation, assurés par des animateurs formés, dans toutes les structures accueillant des jeunes.

22. Créer des modules d'éducation au numérique adaptés au sein des programmes scolaires.

23. Généraliser les activités artistiques, culturelles et sportives destinées aux plus petits et à leurs parents.

24. Organiser une réflexion nationale pour apporter des changements structurels au travail des enseignants, au travail social et aux métiers éducatifs en général.

Fondation Apprentis d'Auteuil – N° SIREN : 775 688 799 – Direction communication, relations bienfaiteurs et ressources – Décembre 2021 – Création maquette et mise en page : Agence Bergamote – Rédaction : Fabienne Waks – illustrations : Christophe Beau – Impression : Stipa

Depuis 1866, Apprentis d'Auteuil, fondation catholique reconnue d'utilité publique, accueille et accompagne des milliers de jeunes fragilisés par un parcours de vie difficile pour leur permettre de devenir des hommes et des femmes debout. Avec chacun, nous construisons, selon ses besoins, des solutions adaptées pour lui permettre de développer ses talents, de trouver sa place dans la société et de s'y engager pour la rendre plus juste et plus fraternelle.

Le scandale de notre société c'est de laisser vivre chaque année des millions d'enfants dans la pauvreté, des centaines de milliers sans formation et sans perspective d'emploi. Il est urgent d'agir. Osons, réinventons ensemble, engageons-nous, faisons bouger les lignes auprès des pouvoirs publics et de tous les décideurs.

Il est temps de prendre, ensemble, le parti des jeunes.

APPRENTIS D'AUTEUIL

La confiance peut sauver l'avenir

Apprentis d'Auteuil
40 rue Jean de La Fontaine
75016 Paris